LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT • www.filpac-cgt.fr

impac

• avril-mai-juin
2022
CPPAP : 0715 S 07535
189
• 2,50€

GRAND ANGLE / PAGE 4
La mobilisation, au cœur du réacteur des conquêtes sociales

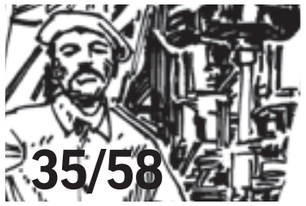
LA PLANÈTE BRÛLE / PAGE 14
L'heure des choix, Laisse pas traîner ton schiste

BD HISTOIRE / PAGE 33
Brève histoire illustrée du mouvement syndical et du syndicalisme français de 1791 à nos jours

C'ÉTAIT LE 9e CONGRÈS

PAGES 20-29 > **UN CONGRÈS QUI RESTERA DANS LES ANNALES, PORTRAITS, PORTE FOLIO, PAROLES DE CONGRESSISTES**

impac /189 sommaire



GRAND ANGLE pages **4-7**
La mobilisation au cœur du réacteur des conquêtes sociales

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE page **8**
En verve et contre tous

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES pages **9-11**
Dialogue de sourds
Une majorité présidentielle minoritaire

EUROPE SOCIALE page **11**
Des salaires pour les travailleurs européens

INTERNATIONAL page **12**
Ukraine, la guerre continue

LA PLANÈTE BRÛLE pages **14-18**
L'heure des choix
Laisse pas traîner ton schiste
Méthanisation, une fausse bonne idée
Terre à bousiller

9e CONGRÈS pages **20-22**
Un congrès qui restera dans les Annales

PORTRAITS pages **23-24**
Carlos Tunon, zen beaucoup
Dhont « worry »

PORTE-FOLIO pages **25-28**
C'était le 9e Congrès

9e CONGRÈS page **29**
Paroles de congressistes

MÉDIAS pages **30**
~~Concentration médias~~

LECTURES, MUSIQUES page **32**

BILLET D'HUMEUR (mauvaise...)
page **33**
Poulets contre rosbifs

BD Histoire pages **35-58**
Brève histoire illustrée du mouvement social et du syndicalisme français
par Rust

QUESTIONNAIRE page **59**
Que pensez-vous de l'*Impact* ?

impac n°189 – avril-mai-juin 2022 – CPPAP 0715 S 07535
Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT
Directeur de la publication : **Patrick Bauret**
Ont participé à ce numéro : **Jerémie Demay, Jacques Dimet, Anne Duvivier, Myriam Guillimin, Pascal Lefèbvre, Julien Servan** / Coordination : **Pascal Le Boulc'h, Pascal Lefèbvre** / Maquette, direction artistique : **Frédéric Joffre** / Correction : **Anne Duvivier** / Photos : **Pascal Auguste** (congrès), FILPAC CGT, Stock, D.R. / Illustrations : **Rust** / **filpac cgt :** case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex – filpac@filpac-cgt.fr – **www.filpac-cgt.fr** – Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.

La rentrée sera chaude !

CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Le coup de semonce des élections législatives a bousculé la macronie qui s'est empressée de retrouver son équilibre en prenant appui sur la droite et l'extrême droite, afin de s'offrir une majorité pour ses funestes projets anti sociaux.

Banalisant ce parti raciste, homophobe, et les fascistes pour mieux pactiser avec eux, le Président ultra-minoritaire s'empresse d'accélérer des accords de circonstance, occultant le risque majeur de permettre ainsi aux chemises brunes d'accéder au pouvoir dans les années à venir.

L'impact de la décision de la Cour suprême des États-Unis concernant l'interdiction de l'IVG et toutes les autres mesures les plus réactionnaires et les plus nauséabondes prises par les amis des Le Pen et consorts d'outre-Atlantique, en disent long sur le péril qui menace la condition des femmes, et la fin des libertés individuelles et collectives.

Plus que jamais, la bataille pour le droit à l'avortement et celui des femmes à disposer de leur corps est une conquête à défendre dans notre pays et à étendre à toute l'Europe. La CGT s'engage dans cette bataille pour consolider les lois en la matière et éviter toute possibilité de marche arrière.

Nos industries, papetières, du cartonnage et graphiques, subissent de plein fouet la hausse du prix de l'énergie.

L'inflation des coûts des matières premières est un argument invoqué à outrance par les directions d'entreprise pour refuser les augmentations de salaires, la baisse du temps de travail et l'amélioration de ses conditions. À nous de nous armer politiquement et syndicalement pour créer des alternatives à l'impasse dans laquelle nous entraînent les raisonnements des tenants du libéralisme et du profit à tout crin.

Confronté à l'amplification du mécontentement social et à la multiplication des conflits pour des hausses de salaires, le gouvernement essaie de faire passer en toute hâte sa loi dite du « pouvoir d'achat ». Loi fourre-tout, dans laquelle il concède le dégel du point d'indice des fonctionnaires et des rattrapages pour les oubliés du Ségur de la Santé.

Il s'agit de trop maigres avancées, qui ne sont pas à la hauteur des attentes des salariés de la fonction publique, mais c'est surtout une remise en cause fondamentale des politiques de rigueur appliquées jusqu'à présent par l'orthodoxie libérale.

Ces avancées sont à mettre au compte des luttes successives. C'est un encouragement à les amplifier pour aller chercher ce qui manque.

Dans tous les secteurs professionnels, les conflits pour l'augmentation des salaires explosent : grève chez les routiers, les cheminots, Aéroport de Paris, dans les hôtels de luxe, la métallurgie, les transports en commun et nos secteurs professionnels, comme Decaux ou Abzac par exemple.

Le patronat tente de résister à la pression sociale et fait appel à ses serviteurs du gouvernement qui assènent sur tous les médias des contre-vérités sur l'inflation et la perte de compétitivité des entreprises qui résulterait, selon eux d'une augmentation des salaires. La ritournelle sur les « charges sociales », notre salaire en fait, s'amplifie pour justifier les coups de rabot à venir sur notre sécurité sociale.

Une bataille importante se mène concernant le partage des richesses créées par notre travail. Soit ces richesses continuent d'alimenter les profits et les fortunes des milliardaires qui battent des records, soit nous réussissons par la mobilisation à reprendre notre dû et donc enfin à changer de société.

Enfin, L'Impac a décidé de consacrer une rubrique au changement climatique. Il ne s'agit pas d'un effet de mode mais bien d'une réalité qui s'impose à chacune et chacun d'entre nous et qui a des conséquences quotidiennes sur nos vies comme dans nos secteurs d'activité.

C'est à nous de convaincre le plus grand nombre de travailleurs à s'engager dès maintenant et à la rentrée pour que nos vies changent ! ●

> **« La ritournelle sur les « charges sociales », notre salaire en fait, s'amplifie pour justifier les coups de rabot à venir sur notre sécurité sociale. »**

LA MOBILISATION AU CŒUR DU RÉACTEUR DES CONQUÊTES SOCIALES !

PASCAL LEFÈBVRE

Le président réélu, en grande partie avec les voix des électeurs refusant l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, avait, comme à son habitude, tenu un discours teinté d'une très légère touche d'humilité et de reconnaissance pour les forces politiques mobilisées dans le cadre du front républicain.

Mais Jupiter a la reconnaissance éphémère et il s'enferme dans la conception verticale du pouvoir de son royaume pour ultra-riches.

Dès sa réélection, il s'est empressé de fustiger ceux-là mêmes qui lui avaient permis, en barrant la route au péril fasciste, de se maintenir.

Le danger ne viendrait plus du clan Le Pen et des chemises brunes, appliqués à faire passer leur mouvement pour « normal » et inoffensif, mais de l'anarchie et du désordre causés par une gauche trop « radicale » qui casse les codes d'une social-démocratie à bout de souffle, usée par trop de compromission avec les puissances d'argent.

En faisant exploser le front républicain, en reléguant au même niveau les forces de progrès social et celle d'un fascisme tentant de s'acheter les vertus d'un républicanisme rance et vicié, Macron a repris les propos tenus en 1936 par François de Wendel, président du Comité des forges (l'ancien Medef) et représentant les grandes fortunes de l'époque : *« Plutôt Hitler que le Front populaire »*.

La bourgeoisie, effrayée à l'idée de voir les forces soumises aux doctrines libérales, battues par la nouvelle coalition des gauches, a fait feu de tout bois dans les médias (qui lui appartiennent, ça aide bien) pour discréditer cette dernière sans retenue, telle l'ex-ministre Montchalin appelant à faire barrage aux alliés de Poutine.

Les chars russes auraient été aux portes de Paris, prêts à défiler sur les Champs-Élysées, sitôt Mélenchon désigné premier Ministre !

Les défenseurs de l'injustice sociale et de l'ordre dominant n'ont eu de cesse de décrier le nouveau « péril rouge » : Olivier Faure, Jérôme Guedj, Julien Bayou... ces extrémistes de gauche bien connus qui font trembler… et veulent un Smic à 1 500 euros net, l'augmentation de tous les salaires au-dessus de l'inflation, la retraite à 60 ans, les 32 heures, le rétablissement de l'ISF, le blocage immédiat des prix de l'essence et des produits alimentaires et de première nécessité, etc.

En un mot, il s'agit d'établir un nouvel équilibre dans la répartition entre le capital et le travail au profit de ce dernier, et d'orienter l'économie vers la réponse aux besoins sociaux dans le cadre d'une planification écologique urgente.

Le résultat des diatribes macroniennes, nous le connaissons : 89 députés d'extrême droite au Parlement, avec des discours et des politiques toujours plus sécuritaires et répressives, au service d'une violence sociale et raciale contre les classes populaires.

Malgré tout, cette dernière élection a un goût de victoire pour le camp du progrès social. La nouvelle Union populaire écologique et sociale la NUPES, a prouvé par sa capacité mobilisatrice qu'un autre chemin que celui de l'austérité sociale est possible, ouvrant la voie à une jeunesse qui peut enfin croire à un avenir moins sombre... à condition que les classes populaires se mettent en mouvement.

Même si justement dans les quartiers populaires, l'abstention a battu des records (plus de 65 % dans certaines circonscriptions de Seine-Saint-Denis et du nord des Hauts-de-Seine, mais aussi dans les banlieues d'autres métropoles, comme Marseille), il n'en reste pas moins qu'un vote de classe s'est exprimé en faveur d'un changement radical de société.

C'est aussi une victoire d'avoir empêché le Président omnipotent d'obtenir une nouvelle majorité absolue au Parlement, qui lui aurait permis de faire passer par le vote de ses Playmobil toutes les régressions sociales annoncées depuis son élection : la retraite à 65 ans, le travail gratuit pour les « bénéficiaires » du RSA, la continuité de la destruction des services publics par l'accélération de leur privatisation et de l'intégration des critères de gestion du privé, etc.

Si le vote des citoyens a été l'expression d'une polarisation autour des choix de société, il est également le marqueur d'une colère sociale qui ne faiblit pas, bien au contraire. Ce mécontentement qui ne cesse de s'amplifier, a pris malheureusement chez certains, des chemins de traverse dangereux et contraires à leurs propres intérêts, le vote massif pour les candidats de l'extrême droite.

Plus que jamais, notre organisation syndicale doit mener le combat contre cette menace toujours plus pesante d'un fascisme aux portes du pouvoir.

Plus que jamais, notre combat syndical doit porter les valeurs de justice sociale, de fraternité entre tous les travailleurs pour s'opposer au pouvoir en place, allié à l'extrême droite. Ceux-ci vont tenter par tous les moyens de diviser notre classe sociale, de racialiser les débats, de stigmatiser les plus précaires et les plus pauvres pour instaurer une société toujours plus invivable.

INSTAURONS UNE DYNAMIQUE FAVORABLE AUX CONQUÊTES SOCIALES

Le camp du Président est affaibli. Les alliances avec les droites, y compris les plus extrêmes, sont à l'ordre du jour d'un gouvernement Borne en quête de stabilité afin d'organiser la destruction massive de nos conquêtes sociales, en particulier de notre sécurité sociale.

L'inflation qui s'installe de manière durable au niveau européen et même mondial, a des conséquences d'autant plus redoutables pour les travailleurs et leurs familles que les politiques monétaires d'austérité menées par les gouvernements aggravent la situation, en privilégiant les marges des entreprises et l'accroissement des dividendes.

La question du pouvoir d'achat, donc des salaires et des pensions, est au cœur de la confrontation de classe qui va se traduire dans les premiers débats parlementaires.

Les luttes dans les entreprises, dans la fonction publique, s'intensifient et se multiplient autour de la revendication d'augmentations conséquentes des salaires et de la reconnaissance des qualifications.

REVENDIQUONS L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET DES PENSIONS

Les propositions du gouvernement concernant le dégel du point d'indice des fonctionnaires, l'augmentation de l'ordre de 4 % des retraites, les chèques « alimentaires » pour les plus démunis, ne répondent aucunement à l'urgence sociale d'augmentation des minima sociaux, des allocations-chômage, des prestations sociales, du Smic à 2 000 euros, des augmentations fortes de tous les salaires et de leur ré-indexation, comme celle des pensions, sur la hausse des prix.

Le RN va tenter de faire passer son projet de désocialisation des salaires, préconisant que toute augmentation de ces derniers donne lieu à la suppression de cotisation sociale, et c'est notre sécurité sociale qui sera ainsi menacée, tandis que les intérêts de ses amis milliardaires, Bolloré et autres, seront préservés !

C'est aussi une victoire d'avoir empêché le président omnipotent d'obtenir une nouvelle majorité absolue au Parlement, qui lui aurait permis de faire passer par le vote de ses Playmobil toutes les régressions sociales annoncées depuis son élection (...)

C'est donner peu pour reprendre l'essentiel des conquis sociaux au monde du travail, alourdir le reste à charge des frais de santé et des hospitalisations sur les familles, baisser le niveau des retraites, en un mot développer un système d'injustice sociale et anti solidaire.

Plus que jamais, la bataille centrale du salaire va nécessiter une diffusion massive de notre propagande syndicale, plaçant au centre le partage de la valeur ajoutée.
L'inflation peut devenir un élément de sortie d'une crise systémique grave dont les premiers effets se font sentir sur la croissance économique mais aussi sur les choix de société proposés par la macronie et l'extrême droite. Les questions environnementales, en particulier, sont écartées, au nom de la compétitivité afin de tenter de conserver l'accroissement des fortunes des plus riches.
Prenons le problème à l'envers, et exigeons une nouvelle répartition de la valeur ajoutée créée par les travailleurs, et qui profite toujours plus aux actionnaires. La part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 69 % en 1970 à moins de 56 % en 2021 (statistique Économistes atterrés), ce qui signifie que le différentiel de richesses créées a été engrangé par les actionnaires. Rien d'étonnant quand nous savons qu'en France les 10 % les plus riches possèdent davantage que les 50 % du reste de la population.
Ainsi, les cinq plus grandes fortunes françaises ont doublé entre mars 2020 et octobre 2021 (période haute de la crise sanitaire) et ont empoché 173 milliards d'euros (source *La Vie Ouvrière* printemps 2022), l'équivalent de l'effort budgétaire de l'État durant la même période. Pendant ce temps, la pauvreté s'étend à de nouvelles couches de la population et s'intensifie chez les plus précaires. Loin des mesurettes et des autres accessoires du plan Borne proposés au débat parlementaire, la solution à l'urgence sociale impose de changer radicalement la répartition de la valeur ajoutée pour l'orienter vers les salaires et la protection sociale solidaire.

Ainsi, les cinq plus grandes fortunes françaises ont doublé entre mars 2020 et octobre 2021 (période haute de la crise sanitaire) et ont empoché 173 milliards d'euros.

EXIGEONS LE RETOUR DE LA RETRAITE À 60 ANS POUR TOUS

Si un seul élément du programme libéral du locataire de l'Élysée est connu de chaque citoyen, c'est bien sa volonté de repousser l'âge de la retraite à 65 ans, comme nouveau plancher, ce qui amènerait nombre de salariés à travailler jusqu'à 70 ans, autant dire… à se passer de retraite.
Sujet emblématique et clivant des récentes campagnes électorales... instrumentalisé par l'extrême droite qui veut faire croire qu'elle est sociale. Car ce n'est pas tout de clamer *« La retraite à 60 ans pour toutes et tous ! »*, encore faut-il y associer les durées de cotisations, en particulier les périodes de chômage, études, maladie, etc. Derrière les slogans se camoufle une volonté politique bien plus cynique pour les travailleurs et la retraite à 60 ans affichée démagogiquement par les 90 chemises grises entrées à l'Assemblée, aboutirait en fait, dans sa mise en œuvre, exactement au même résultat que celle préparée par Jupiter et ses satellites.
La bataille pour une retraite à 60 ans et 55 ans (voire 52 ans) pour les métiers pénibles ne doit souffrir d'aucune ambiguïté, ni concernant son financement (impôts ou cotisations sociales), ni sur l'obtention de ses droits. Cette bataille essentielle ne se remportera certainement pas au Palais Bourbon ni dans les salons, mais bien dans la rue !
Nos revendications pour une retraite pleine et entière doivent être diffusées largement, dans toutes les entreprises où la CGT est implantée, accompagnées de la dénonciation des supercheries du RN et autres manipulateurs.
Le combat social s'annonce âpre mais essentiel pour changer le modèle de société dans lequel nous vivons. En dépit des votes des députés de la NUPES, sans la mobilisation du plus grand nombre rien ne sera possible et tout peut s'aggraver pour les travailleurs.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

Il demeure des climatosceptiques, malgré toutes les catastrophes naturelles qui s'amplifient et se multiplient, extinction massive des espèces, dépérissement des forêts, etc.
Là encore, le choix est simple : le modèle de croissance économique fondée sur une libéralisation totale des échanges au profit d'une ultraminorité, ou la mise en place de coopérations économiques avec l'ensemble des pays.

Une planification écologique urgente oblige à réaménager le territoire, à redéployer des services publics en masse au plus près des populations, à repenser nos mobilités pour en terminer avec le tout routier (...)

Une planification écologique urgente oblige à réaménager le territoire, à redéployer des services publics en masse au plus près des populations, à repenser nos mobilités pour en terminer avec le tout routier, à instaurer un mix énergétique et à relancer le projet Astrid (nouvelle centrale nucléaire à zéro déchet), etc.
La crise énergétique et la flambée des prix à la pompe mais aussi de l'électricité et du gaz, relève de deux facteurs essentiels :
• Celui de la dérégulation du marché de l'énergie et de la privatisation du secteur avec l'arrivée de nouveaux opérateurs. Selon la doctrine libérale, la concurrence doit faire baisser les prix vers celui déterminé par le « marché » (le marché étant une entité abstraite inventée par les libéraux pour justifier la libéralisation de tous les pans de la société). Résultat, en cas de tension des prix en bourse liés à des spéculations, les cours flambent et nous trinquons tous !
• Le second facteur est bien entendu une conséquence de la guerre en Ukraine qui n'a fait qu'accentuer une crise des énergies fossiles préexistante, avec des prix qui avaient commencé à grimper dès 2018. Notre dépendance à ces énergies est très importante, malgré une production nucléaire de bon niveau.
À partir de ces constats, la trajectoire énergétique est tracée pour sortir rapidement de cette impasse mais nous subissons le poids des géants des énergies (Total et consorts) auprès du gouvernement et leur implication dans les plus hautes sphères de l'État.
Il se joue dans les semaines, mois et années à venir le devenir de nos vies et de celles des générations futures, rien de moins !
Macron avec son précédent gouvernement a démontré sa volonté de statu quo en ignorant les recommandations de la Convention citoyenne sur le climat et en prenant même des mesures contraires à ces dernières.
Plus que jamais, la mobilisation n'opposant pas, mais au contraire solidarisant « fin du mois » et « fin du monde » est nécessaire, pour imposer à cette assemblée un changement radical de paradigme sociétal.

C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE !

Une nouvelle ère politique vient de s'ouvrir. La macronie vient de perdre sa majorité absolue permettant au Roi de décider seul, et à son armée de Playmobil de voter sans broncher ses lois empreintes d'injustice sociale. La verticalité du pouvoir, c'est terminé !Pour autant, même si plus de députés soutiennent les luttes sociales à venir, ce ne sera pas suffisant pour imposer les transformations sociales indispensables pour les travailleurs et leurs familles.
La dynamique revendicative qui anime l'Hexagone de multiples luttes, grèves, occupations, doit s'amplifier si nous voulons imposer nos revendications et obtenir satisfaction.
La CGT va continuer plus que jamais son combat contre les idées nauséabondes d'une extrême droite qui salit de sa présence les bancs de la chambre des représentants du peuple.
Cela ne suffira pas pour combattre ce fléau qui gangrène des couches toujours plus importantes du monde ouvrier et s'infiltre dans notre corps militant.
Il nous faut absolument réussir à démontrer la duperie de la politique de cette organisation fascisante au service de la bourgeoisie.
Plus que jamais, notre syndicalisme doit amplifier sa propagande, faire feu de tout bois auprès d'un nombre toujours plus important de salariés.

La CGT va continuer plus que jamais son combat contre les idées nauséabondes d'une extrême droite qui salit de sa présence les bancs de la chambre des représentants du peuple.

Un effort important doit être fourni par chacune et chacun pour faire vivre nos propositions, les mettre en débat avec les collègues de travail. Notre fédération et sa nouvelle direction travaillent à un plan de déploiement dans l'ensemble de nos secteurs.
Le renforcement syndical devient un impératif si nous voulons modifier le rapport de force et instaurer durablement un climat de lutte pour de nouvelles conquêtes sociales.
Alors à nous de jouer ! ●

Les Français se découvrent une passion pour le sadomasochisme. Un loisir discret révélé au grand jour par les derniers résultats de l'élection présidentielle.

En verve et contre tous

JÉRÉMIE DEMAY

Et cinq ans de plus avec Emmanuel Macron. Rarement un président a créé autant de tensions autour de son personnage. Autoritaire, arrogant, déconnecté, sourd au dialogue, et centralisant tous les pouvoirs avec une absence totale du sens de la concertation… Emmanuel Macron a méprisé pendant cinq ans les Français avec des phrases idiotes et une politique indigne. Il a préféré laisser pourrir la révolte des gilets jaunes pour mieux monter les citoyens les uns contre autres. Sous prétexte de modernisation, son programme s'est acharné à éradiquer les droits des travailleurs, détruire les services publics, appauvrir les Français. Pendant cinq ans, les membres des gouvernements préfèrent mentir et infantiliser les citoyens. La crise sanitaire a été un révélateur de cette attitude. L'honnêteté d'avouer que rien n'était prêt pour affronter cette situation inédite n'a même pas été envisagée. À croire que nous sommes trop bêtes pour comprendre.

Combien ?

Emmanuel Macron et ses sbires se confortent dans leurs mensonges plutôt que dans notre vérité. Les manifestations ont été réprimées dans le sang. Combien d'éborgnés ? De mutilés ? Combien de gardes à vue illégales ? Combien d'assignés à résidence les jours de manifestation ? Combien de citoyens convoqués dans les gendarmeries ou les commissariats pour avoir eu l'outrecuidance de publier sur les réseaux sociaux une remarque acerbe sur le président ou sur ses chiens de garde ? Face à ces questions légitimes, la réponse est invariable : circulez, il n'y a rien à voir.

Repris de justesse

La même répartie est utilisée à chaque occasion. Le ministre de l'Intérieur a été soupçonné de viol ? Taisez-vous, la justice a classé l'affaire. Cette même justice qui est dirigée par un ministre lui-même mis en examen… Un cabinet de conseils américain fixe les directives du gouvernement ? Et alors ? On s'en cogne. Cette histoire frôlant le milliard d'euros par an indique une proximité définitivement malsaine entre les politiques du Nouveau Monde et celui des affaires.

La liste des exploits d'Emmanuel Macron et de sa bande serait plus longue que la file d'attente des laissés-pour-compte de Parcoursup. Mais les Français aiment ça et ils en redemandent. Pendant la courte campagne du sortant, la question des retraites a débarqué. L'allongement des cotisations fixait d'abord un départ à 65 ans. Tollé des opposants. Le candidat Macron fait mine de reculer, et avance l'idée d'une concertation. La belle affaire ! Sa devise en négociation ne change pas : J'écoute, mais je n'entends rien ! D'ailleurs, à peine élu, il tranche. La réforme entrera en vigueur dès 2023. Il l'avait promis pourtant pendant sa campagne, Emmanuel Macron avait appris de ses erreurs. Il avait compris que diriger un pays ce n'était pas conduire une entreprise. Que nenni ! Comment lui en vouloir ? Puisque si les électeurs français l'ont porté au second tour face au repoussoir de l'extrême droite, c'est qu'ils aiment ça !

Ah le petit vote blanc

Pourtant, dans l'entre-deux tours, le spectre de l'extrême droite devenait crédible. Amenant de nombreux électeurs à respecter la consigne : aucune voix pour elle. Beaucoup à gauche ont voté Emmanuel Macron, préférant l'amputation à la gangrène. N'empêche, le vote blanc pèse 6,5 % des suffrages exprimés du second tour. Ajoutés aux 28 % d'abstention… La démocratie ne semble plus intéresser les citoyens. Faut-il blâmer ces déserteurs ? Non ! L'offre politique n'est pas à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux. De plus, l'individualisme l'emporte sur tout. Il ne faut plus parler ni de conviction ni de lutte, la consommation s'avère tellement plus confortable. Les associations, les syndicats, et la démocratie en général peuvent en témoigner. Malheureusement, les libertés et notre république restent des biens précieux et fragiles. Aujourd'hui, l'asthénie généralisée encouragée par Emmanuel Macron et ses prédécesseurs laisse mourir l'idéal d'une France solidaire et juste.

Pendant cinq ans, les droits des travailleurs, la justice sociale, nos portefeuilles, nos hôpitaux, nos écoles vont souffrir. Jupiter va se sentir pousser du col et ses courtisans vont développer une scoliose à force de génuflexion. Sa victoire est en trompe-l'œil. Élu par défaut, il ne doit pas oublier que la majorité des électeurs n'a pas voté pour lui. Dans ce contexte, le mois de septembre pourrait être synonyme de rentrée des claques. ●

Dialogue de sourds

JÉRÉMIE DEMAY

Gérard Majax n'est pas le seul magicien en France. La démocratie a transformé changé le début du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron en cauchemar. Avec sa majorité réduite et bancale, Jupiter va devoir se transformer en écoutant et en négociant avec les autres. Mission impossible.

Le chat noir de la république a encore frappé. Quand Olivier Véran prend un ministère, c'est le bazar dans son portefeuille. À peine devient-il ministre de la Santé qu'il faut confiner la France et faire subir un pass sanitaire pendant des mois. Cette fois, il pose ses valises dans le ministère clé des Relations avec le Parlement. Quelques jours plus tard, son patron perd la majorité absolue. Une performance entrant d'emblée dans les livres d'histoire avec un déferlement de l'extrême droite avec 89 sièges. La Nupes a réussi à faire entrer 151 députés. Mais la cohésion entre socialistes, communistes, écologistes, et mélenchonistes est loin d'être acquise. D'ailleurs, chacun forme son groupe parlementaire. Plus embêtant pour Emmanuel Macron : le score d'Horizon (30 députés), le parti d'Édouard Philippe, et celui du MoDem (48) de François Bayrou. Les deux pratiquants de l'immobilisme en marche ne rêvent que de s'imposer devant l'hôte de l'Élysée. Ils se démarqueront du parti présidentiel à l'approche d'élections… Le Président ne pourra même pas compter sur la droite, et ses 62 députés, plus enclins à reconquérir le pouvoir dans un parti en mort clinique.

Pour Macron, la défausse commune

En théorie, l'Exécutif pourra s'appuyer sur une partie de la gauche, notamment socialiste, pour des textes à vision « sociale », et sur la droite quand il titillera ses valeurs conservatrices. Pour le reste, il devra négocier presque député par député. Seront alors distribuées médailles, missions dans des commissions Théodule, et, pour les pugnaces, leurs circonscriptions verront sortir de terre quelques infrastructures payées par des enveloppes ministérielles. En pratique, la constitution de la Ve République ne peut supporter les coalitions et négociations de couloirs. En fait, elle a même été rédigée dans ce sens, pour ne pas faire revivre l'instabilité de la IVe. Emmanuel Macron, en opportuniste convaincu, fera tout pour laisser pourrir la situation. En tout cas, son intervention à la télévision, intervenue plusieurs jours après le scrutin, l'annonce. En sept minutes, il se défausse de ses responsabilités. Ne s'excuse même pas d'avoir dynamité la digue républicaine quand la Nupes se trouvait face à un candidat d'extrême droite. Il renvoie la balle aux nouveaux députés en expliquant clairement : si la démocratie est grippée, ce sera de leur faute. Il veut prendre les Français à témoin. Mais en biaisant les règles du jeu, il joue avec le feu.

Renaissance avortée

Emmanuel Macron, il ne faut pas se leurrer, est dépassé par les événements. Les premiers indices apparaissent dans l'entre-deux tours des législatives, où Macron et macronistes sont absents, fuyant les débats et les questions gênantes. Deuxième signal : aucune réaction le soir du second tour. KO débout, Renaissance (ex-République en marche) est incapable d'analyser ce fiasco qu'elle a elle-même créé. Troisième indication : la rupture avec la tradition républicaine d'accepter la démission de sa Première ministre à l'annonce des résultats. D'ordinaire, la démission est acceptée, puis le président confie à la même personne le soin de composer un nouveau gouvernement au regard de la configuration de l'Hémicycle. Avec cette attitude méprisante, Emmanuel Macron et ses acolytes prouvent, une bonne fois pour toutes, l'absence du moindre sens politique. Ce ne sont que des gestionnaires qui vont plonger le pays dans une crise institutionnelle dont ils seront les premières victimes.

À force de blocages répétés à l'Assemblée, faute de pouvoir créer une majorité sur des textes, il devra prendre une décision. Un gouvernement d'union nationale ? Impossible aujourd'hui. Une dissolution ? Certainement, en prenant grand soin de rejeter la faute sur ses opposants forcément irresponsables. Sauf que cette infantilisation de l'électorat entraîne le risque d'une perte complète de majorité. Ce qui ne serait pas une mauvaise nouvelle s'il n'y avait cette gangrène brune en pleine expansion !

Le temps béni des colonies

Il est grand temps que nos politiques se réveillent ! L'arrivée de 89 élus d'extrême droite (sans compter Dupont-Aignan) perturbe le jeu. Après la nausée naturelle, il ne faudra pas tomber dans l'hystérisation droitière et fasciste. En 2017, ils n'étaient que huit. Peu présents et peu travailleurs, ils n'ont jamais pesé sur les débats. À 89, leurs absences, intellectuelles et physiques, seront plus visibles. Et leurs dérapages encore plus ! Dès la première séance, José Gonzalez, le doyen de l'Assemblée qui présidait, a évoqué dans son discours, présenté comme consensuel, sa nostalgie de l'Algérie française et du sentiment d'abandon qui a suivi. Plus tard, à côté de l'Hémicycle, dans la salle des Quatre Colonnes, il a précisé son point de vue : *« Je ne suis pas là pour juger si l'OAS a commis des crimes ou pas. »* Dans un épisode d'OSS 117, le second degré peut se comprendre. Mais pour ce proche de Jean-Marie Le Pen depuis les années soixante-dix, l'humour noir n'existe pas, en revanche le révisionnisme… Les stratèges d'extrême droite pensaient qu'en retirant leur candidat dès le second tour de l'élection du président de l'Assemblée nationale, ils enverraient des signaux constructifs. Las, Papy Gonzalez revient aux fondamentaux du parti lepéniste. Finalement, les meilleurs militants anti RN, sont ses propres élus !

De son côté, la gauche a l'opportunité de s'unir et de dépasser les querelles principalement d'ego. Remettre les salariés, les conditions de travail, l'environnement, et la solidarité au cœur de ses discours et de ses actes. Redonner aux écoles, aux hôpitaux, et aux services publics en général les moyens qu'ils méritent. Mettre toute son énergie pour défendre les intérêts de citoyens et arrêter de tirer la couverture à elle. Bref, reste à espérer que la gauche cesse d'être… maladroite. ●

Une majorité présidentielle minoritaire

JACQUES DIMET
RUST

Les élections présidentielles et législatives marquent un tournant, peut-être décisif, dans l'histoire de la Ve République. Emmanuel Macron a certes été réélu mais seulement par 38,50 % du corps électoral (il avait recueilli 43,61 % en 2017 et dans la même situation Jacques Chirac avait réuni plus de 77 % des inscrits en 2002). Il peut d'autant moins dire que les électrices et électeurs ont fait leur son programme, alors qu'il doit sa réélection au refus d'une grande partie des électeurs de gauche de voir Marine Le Pen s'emparer de l'Élysée.
Les législatives accentuent le mouvement. Les candidats de la majorité présidentielle ne réunissent que 11,97 % des inscrits contre 18,88 % en 2017. La « majorité présidentielle » est donc plus minoritaire dans le pays qu'à l'Assemblée nationale.

À gauche, pas mieux

Pour la gauche, le résultat, globalement, n'est pas meilleur, même si on observe une très légère progression (ensemble de la gauche, c'est-à-dire Nupes, LO, NPA, divers gauche, PRG : 14,18 % des inscrits contre 13,48 % en 2017). De fait, l'alliance Nupes n'a pas produit la mobilisation nécessaire ni un réveil de l'électorat*. La gauche a progressé en sièges parce qu'elle présentait dans le cadre Nupes des candidatures communes, ce qui a permis de franchir l'obstacle du premier tour dans la plupart des circonscriptions. Si ceci donne un bol d'air à la démocratie et accroît l'échec macroniste, il n'en reste pas moins qu'une fois encore les forces populaires et le mouvement social sont sous représentés à l'Assemblée.
L'abstention massive – et majoritaire – montre qu'une large fraction du peuple est en sécession de la représentation politique et ne se reconnaît plus dans ces institutions et dans la démocratie dite représentative. Cette désaffection généralisée (et particulièrement prégnante chez les jeunes, les ouvriers et les employés) est bien sûr un acte politique et doit être considérée comme tel.
L'autre enseignement est le score élevé du Rassemblement national, tant à la présidentielle qu'aux législatives. Son enracinement est réel et l'entrée de 89 députés d'extrême droite montre un recul très net des idées d'égalité et de fraternité. Nombre d'électeurs et d'électrices, bien souvent venus des milieux populaires, votent pour le Rassemblement national en qui ils voient le seul outil de contestation du système et la seule alternative possible. Ceci est extrêmement dangereux car cela peut donner des ailes à tous les groupuscules racistes, identitaires et fascisants et même « droitiser » le discours de la gauche.

Pour une aletrnative crédible

Pourquoi la gauche, même unie, n'a-t-elle pas réussi à être crédible comme alternative ? D'abord parce que l'union n'est pas apparue comme étant construite mais bien comme une alternative au mode de scrutin. Une réponse, donc, institutionnelle. Ensuite parce que dans l'imaginaire public la gauche se confond avec le Parti socialiste (qui ne s'est pas privé ces quarante dernières années de dire qu'il était LA gauche) et qui a gouverné, quand même, pendant vingt ans depuis 1981, en alternance avec la droite. La troisième raison tient au fait que les candidatures dans les circonscriptions dites « gagnables » étaient peu représentatives des habitants, avec un grand nombre de parachutés. Cela n'a pas incité à se déplacer pour voter.
Néanmoins, il est clair que les élus de la Nupes peuvent être un point d'appui des luttes sociales et un amplificateur au sein de l'Assemblée nationale. Cependant, toute l'histoire sociale de France montre que tous les changements radicaux, les avancées sociales, les conquêtes sociales et démocratiques ne sont venues que par la mobilisation populaire et revendicative.
En 1936, la victoire électorale du Front populaire (qui rassemblait partis politiques, associations, syndicats, mais où chaque formation était partie sous ses propres couleurs au premier tour des législatives) a été suivie par le plus grand mouvement de grève de l'histoire. C'est cela dont on se souvient pour 36, alors que moins de deux ans après, la même majorité laissait faire le gouvernement qui, à coups de décrets-lois, rétablissait l'austérité et la répression, et a fini par sombrer dans les accords de capitulation de Munich devant Hitler.
D'ailleurs, la grande peur des possédants, si bien exprimée par Macron et ses équipes dans l'entre deux tours, allant jusqu'à réveiller la peur du rouge, ne visait pas la crainte d'une majorité Nupes, mais bien celle d'un mouvement social de grande ampleur qu'un score plus élevé de la gauche de transformation sociale aurait entraîné.
Cette peur les tenaille toujours. Au mouvement social d'en profiter. ●

Néanmoins, il est clair que les élus de la Nupes peuvent être un point d'appui des luttes sociales et un amplificateur au sein de l'Assemblée nationale.

Plus que jamais, le monde du travail devra faire entendre sa voix et se mobiliser dans les entreprises et les administrations, comme c'est déjà le cas dans nombre d'endroits. Les convergences des luttes et des revendications doivent se traduire dans l'action collective. La CGT œuvrera à l'unité la plus large possible." (CGT, le 20 juin 2022).

* En 2017, les quatre formations qui composent la Nupes aujourd'hui recueillaient 12,13 % des inscrits, aujourd'hui la Nupes est à 11,92

Dans le pif...

Il y en a comme ça, on ne devrait pas, qu'on a dans le pif. Ainsi de la future ex-ministre de l'Écologie, Amélie de Montchalin. Ancienne conseillère de Valérie Pécresse, elle participe à la conception du programme économique d'Alain Juppé. Juppé renvoyé dans ses foyers, elle rejoint En marche. Rapporteuse du projet de loi de Finances en 2018, elle se félicite de la suppression de l'ISF. Bref, elle a trouvé dans le macronisme l'aboutissement du jupéisme. Puis elle a été secrétaire d'État aux Affaires européennes, puis ministre de la Transformation et de la Fonction publique (bravo à celles et ceux qui définissent les noms des ministères).
Mais il y a parfois confusion des genres. Son mari est un consultant du groupe BCG (Boston Consulting Group, un des plus gros sur le marché mondial) qui a organisé les relations professionnelles (c'est-à-dire dans le milieu du business et des financiers) pour Emmanuel Macron dans la précampagne présidentielle de 2016. Le BCG est avec McKinsey, cabinet de conseil du prince Mohammed ben Sultan, prince héritier d'Arabie saoudite, celui qui fit assassiner et découper en morceaux le journaliste Jamal Kashoggi. Sans doute pour cela qu'Emmanuel Macron est si chaleureux avec lui. Quand on a les mêmes conseillers, tout se tient. ///
Julien Sevran

Des salaires pour les travailleurs européens !

PATRICK BAURET,
RESPONSABLE INTERNATIONAL FILPAC CGT

Les 24-25 mai à Stockholm en Suède, s'est tenu le Comité exécutif d'industriAll Europe. Les débats ont porté sur la situation politique, sociale et économique de la période, qui demande une mobilisation importante de tous les acteurs syndicaux d'IndustriAll.
Si la reprise économique post pandémie semble bien partie, le niveau de vie global se dégrade fortement dans tous les pays européens. Les travailleurs en premier lieu, pâtissent d'une réduction importante de leur niveau de vie. Tous les prix sont dans une spirale inflationniste, l'énergie, les produits de consommation courante augmentent de façon considérable.

La précarité atteint un niveau inquiétant

Cette situation est aggravée, bien sûr, par la guerre en Ukraine et les sanctions économiques imposées par une politique européenne guerrière. Devant cette situation inédite depuis des décennies aujourd'hui presque 20 % des citoyens européens sont au bord de la pauvreté et de l'exclusion sociale, la précarité atteint un niveau inquiétant. Tout cela alors que les entreprises réalisent des profits record indécents. Dans tous les pays, les patrons répètent à tout va les risques de la « spirale salaires-prix » et imposent bien souvent la modération salariale. Ce qui voudrait dire que l'inflation est liée aux salaires, alors que celle-ci est nourrie par les prix de l'énergie et des biens de consommation.
En même temps dans le système capitaliste qui nous gouverne, les entreprises continuent à verser des dividendes d'un niveau encore jamais atteint.

Des salaires équitables pour une relance équitable

Devant cette situation, « le Groupe d'Annecy » qui regroupe les syndicats du Sud de l'Europe, anglais et grecs, est intervenu à maintes reprises pour avancer collectivement sur une prise de position d'IndustriAll, concernant une initiative collective et coordonnée sur les salaires. Cette prise de position, après un large débat, a permis de définir le slogan de la mobilisation « Des salaires équitables pour une relance équitable » et a approuvé le principe d'une journée d'action sur les salaires.
Dans ce contexte, le Comité exécutif a donné mandat au secrétariat pour présenter une proposition concrète d'actions européennes communes « Agir. Ensemble. Pour une hausse des salaires ». IndustriAll va initier une campagne qui a pour but de faire pression sur les employeurs et de sensibiliser les responsables politiques à l'urgence de revaloriser les salaires dans tous les pays européens.
Au final, le Comité exécutif a validé une action sur les salaires avec des messages clés sur les réseaux sociaux où toutes les organisations affiliées se sont engagées, et la mobilisation des travailleurs pour une journée européenne d'action lors d'un événement à Bruxelles au cours du dernier trimestre 2022 (peut être devant le Parlement européen ?). Cette prise d'initiative revendicative est bien sûr le fruit du travail collectif des syndicats du groupe d'Annecy, dont les camarades participants demandent une implication totale pour la réussite de cette grande journée de mobilisation. ●

UKRAINE, LA GUERRE CONTINUE

La guerre en Ukraine, déclenchée le 24 février dernier par l'invasion militaire russe sur le territoire ukrainien, continue en ce début d'été.

JACQUES DIMET

Nous ne reviendrons pas sur les origines du conflit, dont les germes remontent pour une part à la guerre du Donbass, où depuis 2014 les combats entre les forces russophones des républiques populaires de Donetsk et Lougansk (autoproclamées et non reconnues par la communauté internationale) ont fait plus de 14 000 morts.
Les experts militaires qui se succèdent tous les soirs sur les chaînes d'info en continu (vont-ils d'ailleurs battre le record des experts en virologie qui ont tenu le haut du pavé pendant deux ans ?) ne retiennent en général qu'une partie des choses.
Pour le mouvement syndical, la ligne rouge est claire : la guerre n'est pas une solution. Ce sont des milliers de civils qui sont morts, des millions de personnes qui ont dû se déplacer, des dangers pour l'alimentation mondiale, des destructions terribles, qui font penser au Liban. Évoquer le Liban c'est montrer aussi qu'il y a d'autres guerres qui ont dévasté la planète entière et que les peuples de ces pays auraient eu besoin, eux aussi, de la sollicitude des puissances occidentales.

NATIONALISME GRAND-RUSSE

La guerre en Ukraine appelle cependant quelques remarques supplémentaires. Les troupes qui avancent dans la région du Donbass et qui visent à former une sorte d'entité russophone sur tout l'Est ukrainien, sont principalement formées de soldats des républiques populaires indépendantistes, ce qui signifie aussi que, parallèlement à la guerre entre les forces militaires russes et les Ukrainiens, s'ajoute une guerre civile entre Ukrainiens. La guerre profite à Poutine qui peut s'appuyer sur le nationalisme grand-russe et ouvrir un dérivatif à la crise sociale. La guerre lui permet de maintenir la question sociale au second plan. Elle profite aussi à Zelensky, le président ukrainien peut ainsi faire oublier la corruption qui règne toujours en maîtresse à la tête de l'État, et le fait que lui-même ait été pris au piège des Panama Papers.

La guerre profite à Poutine qui peut s'appuyer sur le nationalisme grand-russe et ouvrir un dérivatif à la crise sociale.

La seule solution qui vaille, pour l'instant, c'est de réussir à mobiliser les forces de paix pour l'obtention d'un cessez-le-feu unilatéral de la part des Russes, un retrait des troupes russes et ukrainiennes sur la base des accords de Minsk (I et II) et à partir de là, pourrait s'engager un processus de négociation pour trouver une issue pacifique, qui passe aussi par la protection des populations civiles de part et d'autre des lignes fixées par les accords, et l'arrêt des livraisons d'armes.
La situation aujourd'hui est loin d'être figée. Il n'est pas sûr d'ailleurs que l'objectif des Russes ait été de prendre Kiev, dans une sorte de Blitzkrieg. La stratégie militaire russe, qui s'appuie sur la profondeur de leur pays, est plutôt la prise de contrôle progressive de territoires.

POINT CRITIQUE

Le point critique est bien sûr, l'arme nucléaire. Les Russes la possèdent. Les États frontaliers de la Russie, membres de l'Otan (particulièrement la Lituanie et la Pologne) sont sous protection nucléaire américaine. La France, qui n'est pas directement dans la zone de conflit, mais qui participe à la fois aux envois d'armes et aux discussions avec Poutine et Zelensky, possède aussi l'arme nucléaire.
Et, résultat de l'éclatement de l'URSS en 1991, il existe sur la Baltique une enclave russe (le district de Kaliningrad) qui appartient à la Fédération de Russie mais qui est coincé par voie terrestre entre la Lituanie et la Pologne. La ville russe la plus proche du district se trouve à plus de 600 km. Or, en disposition des sanctions internationales prises contre la Russie, la Lituanie a entamé un blocus des marchandises vers l'enclave. Si les Russes veulent briser le blocus, ils seraient obligés de pénétrer sur le territoire lituanien, membre de l'Otan et cette dernière serait en devoir (d'après ses statuts) de réagir militairement, pouvant mener à un affrontement direct entre les États-Unis et la Russie. Nous n'en sommes pas là, Joe Biden préférant que les guerres en Europe soient menées entre Européens, pendant que lui fournit les armes et les instructeurs, et reste en retrait à 8 000 km de là. ●

La réforme 100 % santé, des soins pour tous, 100 % pris en charge

Les français renoncent trop souvent à des soins pour des raisons financières.
Depuis 1er janvier 2021, les assurés peuvent bénéficier aussi de l'offre 100% Santé pour les aides auditives.

100% Audiologie
- Des audioprothèses discrètes,
- Des audioprothèses de qualité,
- Suivi et contrôle régulier par l'audioprothésiste.

100 % Dentaire
- Des prothèses de qualité,
- Des prothèses esthétiques,
- Céramique = 100 % remboursées sur les dents du sourire.

100 % Optique
- Une large gamme d'équipement,
- Des verres antireflets, anti-rayures,
- Des verres amincis,

Garantis pendant deux ans en cas de casse.

Pour plus d'informations :

***Obligation pour les professionnels de santé de proposer des devis pour des équipements sans reste à charge.**

***Une condition : être équipé d'un contrat de complémentaire santé responsable.**

AG2R LA MONDIALE
Prendre la main sur demain

GIE AG2R – GIE agissant pour le compte d'institutions de prévoyance, de mutuelles, d'union de mutuelles et de société d'assurances – Membre d'AG2R LA MONDIALE – 14/16, boulevard Malesherbes 75008 Paris – 801 947 052 RCS Paris. © Photo : Getty Images. 122020-94104

L'heure des choix

Industrie et environnement, voilà qui aurait facilement pu servir de thème à tout le congrès et à toute la campagne présidentielle, à l'heure où les rapports du GIEC se succèdent, de plus en plus alarmants, en raison de nos politiques énergétiques.

ANNE DUVIVIER
RUST

La table ronde qui s'est tenue le 6 avril dernier sur l'Île de Ré, a traité quelques aspects de la question, en prélude à la nécessaire réflexion que nous devons mener sans perdre une minute, sans nous voiler la face, ni éluder les choix douloureux et les inévitables remises en cause qu'impose la situation.

Au départ, un constat, dressé par Marie-Claire Cailletaud* : La covid nous l'a montré, la France a beau être la sixième puissance mondiale, elle s'est révélée incapable de produire des articles basiques, comme les masques. Ne parlons même pas des vaccins. *« Dramatiquement désindustrialisée »* déplore la CGT depuis des années.

Cette réduction comme peau de chagrin de l'industrie va-t-elle dans « le sens de l'histoire » comme le pensent certains ? Selon Marie-Claire Cailletaud, rien n'est moins sûr. Elle brosse à grands traits les conséquences de cette situation – 80 % de nos PME dépendant de grands groupes délocalisés dans des pays où les coûts sont inférieurs et les exigences environnementales moindres - ce qui entraîne notre dépendance à l'égard de l'étranger, le déficit structurel de notre balance commerciale et une empreinte carbone désastreuse. Au début de la covid, pourtant, rappelle-t-elle, on parlait de relocalisation, de planification et même de nationalisation. Nous voyons ce qu'il est advenu de ces belles paroles. La question de l'énergie est, bien sûr, centrale.

Pour Sébastien Menesplier,** il faut sortir cette dernière du marché, renationaliser et créer des monopoles répondant aux besoins des usagers et des industriels ; obtenir les tarifs les plus bas possibles (combien d'industriels licencient parce que les prix de l'énergie sont trop élevés) disposer d'une énergie de service public et « pilotable ». Nous avons besoin, martèle-t-il, du nucléaire et de l'hydraulique : les États-Unis s'apprêtent à inonder l'Europe de gaz de schiste, les énergies renouvelables ne sont pour le moment qu'intermittentes. Nous n'avons pas la maîtrise du soleil et du vent, et certains climats se prêtent mieux que le nôtre à ces dispositifs. Question déchets, ajoute-t-il, on contrôle ceux du nucléaire, mais on ne sait pas encore comment gérer le recyclage des pales des éoliennes et des panneaux photovoltaïques. La France est très en retard dans le domaine de la recherche, rappelle Marie-Claire Cailletaud. Les pays qui ont une économie florissante sont ceux qui investissent sur ce terrain, la formation, la qualification, le transfert des compétences. Parler d'énergie, conclut-elle, c'est parler transports, habitat, urbanisme. Cette question touche tous les secteurs, d'où la nécessité de travailler tous ensemble.

Deux mois après cette table ronde, que pouvons-nous ajouter ?

La situation a empiré : d'une part, les effets du réchauffement climatique sont plus importants et plus rapides que prévu, nous en avons une idée avec la vague de chaleur de ce mois de juin et les intempéries qui ont suivi, d'autre part, la pénurie de gaz annoncée, liée à la réduction des importations russes réanime, en Allemagne notamment, les centrales à charbon, très polluantes et grandes émettrices de gaz à effet de serre.

Le dernier rapport du GIEC est pourtant catégorique : la réduction de l'utilisation des énergies fossiles est vitale, l'éolien et le solaire peuvent faire baisser les émissions de gaz à effet de serre au moins neuf fois de plus que le nucléaire, d'ici 2030, pour un coût très inférieur.

On ne le dira jamais assez, les solutions passent toutes par un changement radical des modes de vie et de consommation. L'énergie la moins polluante est celle qu'on n'utilisera pas. Embarqués malgré eux dans la course des plus riches pour plus de croissance, plus de profit, à coups de matraquage publicitaire mensonger sur la technologie qui va nous sauver, les travailleurs sont pieds et poings liés.

Prendre la tangente et changer de vie est un luxe que ne peuvent se permettre les millions de familles pour qui la fin du mois est déjà une perspective terrifiante. La campagne est d'ailleurs de moins en moins un refuge, même si on n'habite pas Bure, campé sur des déchets radioactifs enfouis, nous explique-t-on benoîtement, pour cent mille ans.

Alors, quoi ? Allons-nous ignorer, dans nos syndicats, cette question qui remet en cause finalement nos actions, notre raison d'être, ou comment allons-nous l'aborder, quand, et avec qui ?

La Filpac sera, là aussi, force de réflexion et de proposition. Décidément, la rentrée s'annonce passionnante, militante et qui sait, dépolluante ! ●

* Porte-parole de la CGT Mines-Énergie, elle siège également au Conseil économique social et environnemental.
** Secrétaire général de la CGT Mines-Énergie.

Laisse pas traîner ton schiste

En matière d'énergie, les fausses bonnes idées sont légion. La preuve avec le gaz et le pétrole de schiste. Pour tenir Poutine par les cordons de la bourse, les Occidentaux ont décidé de bouder le pétrole et le gaz russe. En réponse, le chef du Kremlin ferme les robinets.

JÉRÉMIE DEMAY

Il faut donc se passer de cette offre énergétique. Encore faut-il pouvoir la remplacer, puisque nos capitaines d'industrie ne réfléchissent qu'avec de l'énergie fossile. Heureusement, les Américains ont la solution avec le gaz et le pétrole de schiste. Trop sympa ! Grâce à ce coup de main, les Européens font la nique à Poutine tout en maintenant les usines en fonctionnement. Pour les quatre premiers mois de 2022, les importations de gaz liquéfié américain vers l'Europe ont triplé par rapport à la même période de 2021. La France est le premier pays à en importer.

Une note d'information du Parlement européen rédigée fin 2014, révèle que les réserves européennes de gaz de schiste avoisineraient les quatorze trillions de mètres cubes !

Tout va bien alors ? Mais c'est sans compter le cynisme de l'Oncle Sam. Au paradis du libéralisme, seuls les billets font la loi. L'environnement, et la santé de la population sont traités comme des Ukrainiens sous les bombes russes.

Un trésor sous nos pieds

Si l'extraction et la production de gaz et pétrole de schiste sont longtemps restées confidentielles, c'est uniquement pour des raisons économiques. Le baril de brut issu des puits traditionnels était très bon marché. Mais comme la courbe des prix grimpe, cette matière première intéresse les spéculateurs. D'autant que les sous-sols américains et européens peuvent devenir un nouvel Eldorado. Une note d'information du Parlement européen rédigée fin 2014, révèle que les réserves européennes de gaz de schiste avoisineraient les quatorze trillions de mètres cubes ! Dont plus de 3,9 rien qu'en France. Sauf que cela reste une énergie fossile, donc polluante à l'utilisation. De plus, cette énergie « non conventionnelle » détruit l'environnement pendant son extraction et s'avère mortifère pour la population locale.

Dangereuse usine à gaz

Comment sont exploités le gaz et le pétrole de schiste ? Pour le dire de façon sommaire, il faut d'abord creuser un puits jusqu'à trouver la roche mère, et ensuite la fracturer, pour récolter le gaz et le pétrole. Le hic, c'est que ce procédé impose de balancer, avec une énorme pression, de l'eau mélangée à un cocktail chimique dévastateur. En Amérique du Nord, dans les sites où ces exploitations existent, la nature est saccagée. L'eau potable n'est plus qu'un doux rêve. Dans certaines régions, du méthane s'échappe des robinets d'eau dans les maisons.

Face à tous ces dangers, et à la mobilisation citoyenne, l'exploitation du gaz de schiste est sous le coup d'un moratoire depuis 2011, en France. Mais les entreprises sont imaginatives. Objectif : démontrer que le gaz de schiste non seulement est rentable mais que son exploitation respecte la nature.

Le redressement des lobbyistes

Ainsi, en 2014, Arnaud Montebourg et son ministère du Redressement productif sortent-ils un rapport confidentiel de 67 pages. En lien avec plusieurs industries du secteur, cette littérature se veut rassurante. En résumé : le gaz de schiste peut devenir un allié de la souveraineté énergétique de la France, pour l'emploi et l'économie, mais aussi pour la transition énergétique et l'environnement ! Bref, un bel outil de propagande… Heureusement, la position réglementaire ne bouge pas, malgré les tentatives des grands groupes. Sauf que le conflit ukrainien redistribue les cartes. Le moratoire de 2011 ne tient pas à grand-chose. Nicolas Hulot, fin 2017 avait bien fait voter une loi pour interdire l'obtention de nouveaux permis de recherches d'hydrocarbure. Son texte prévoyait même l'interdiction d'exploitation et de recherches autour du gaz de schiste. Mais… les permis déjà octroyés, sont renouvelables jusqu'en 2040. De quoi attendre un revirement législatif. D'ailleurs, depuis cette loi, près d'une vingtaine de projets ont été renouvelés. Le greenwashing politique dans toute sa splendeur ! Total profite de cette faille

et dans ses demandes de permis n'indique tout simplement pas la fracturation hydraulique. Même si c'est la seule disponible à ce jour, les autres (par arc électrique, par explosion, ou par procédé thermique, etc.) n'en sont qu'au stade de la théorie et présenteraient d'autres dangers importants. D'autres oublient de préciser gaz de schiste… En jouant sur les mots, les industriels vont-ils contourner le moratoire ?

De l'eau dans le gaz

En attendant, la vigilance reste de mise car les effets catastrophiques de ces exploitations pourraient se faire ressentir rapidement chez nous. Dans le nord de l'Yonne par exemple, un gisement intéresse beaucoup les industriels. Le projet de forage se trouve à Cézy, précisément. Sous prétexte de chercher du pétrole conventionnel, les propriétaires du permis d'exploration lorgnent également la réserve de gaz et de pétrole de schiste. Problème, à proximité de ce gisement se trouve la grande nappe phréatique alimentant la région parisienne en eau potable. Bref, si le permis est délivré pour l'exploitation, l'eau deviendra tout simplement polluée.

Se passer du gaz et du pétrole semble simple sur le papier et dans les discours diplomatiques. En revanche, dans la vraie vie, cela oblige à se retourner sur des énergies encore plus polluantes. Avec l'urgence climatique et sociale, le gaz et le pétrole de schiste sont un piège n'apportant aucune solution. ●

MARCHE ARRIÈRE

Macron repart au charbon

Une succession d'absence de décisions, de mauvais choix, et de malchance vont donner une seconde vie aux centrales à charbon françaises.

L'hiver, à cause notamment du chauffage, le pays consomme plus d'électricité. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais définitivement anticipation et action politique doivent être des notions antinomiques. Pourquoi ? Depuis des années d'abord, les spécialistes du nucléaire ne cessent de clamer que les parcs des centrales françaises sont vieillissants. Les « incidents » se multiplient et les programmes de rénovation s'avèrent longs et coûteux. À cela s'ajoutent les retards astronomiques de l'EPR. L'énergie nucléaire ne tient plus ses promesses dans la fourniture d'électricité.

Brasser du vent

Depuis des années encore, des experts du marché de l'énergie expliquent qu'il est possible d'épauler la production électrique avec les énergies renouvelables, en utilisant les marais, pour ne prendre qu'un exemple. Mais les industriels préfèrent couper des arbres pour des fermes photovoltaïques (comme c'est prévu dans les Landes) ou planter des éoliennes sans forcément tenir compte de la carte des vents. Ces chantiers, s'ils étaient mieux pensés, pourraient réellement servir de béquilles. Au contraire, ils offrent tout un catalogue d'arguments à leurs opposants. Il reste les barrages, alors ? Comme les centrales, ils vieillissent. Et pas forcément bien, d'ailleurs. Pour les entretenir, il faut vider les lacs et attendre qu'ils se remplissent ensuite. Toujours pratique et réactif avec les sécheresses de plus en plus sévères ! Pire, l'Europe a demandé à la France de confier ses barrages au privé, histoire de délaisser la sécurité pour assurer toujours plus de rentabilité. Enfin, face à cette pénurie d'électricité, la demande devient de plus en plus forte. La multiplication des voitures électriques (autre ineptie écologique) ne va rien arranger à l'affaire.

Mauvaise mine

Bref, que faire ? Retourner à la bougie ? Non. Le gouvernement après avoir multiplié les erreurs se lance dans la production polluante à l'échelle industrielle en relançant la production d'électricité dans les centrales à charbon ! Celle de Saint-Avold (Moselle) va redémarrer après avoir été arrêtée. La direction pense réembaucher les salariés qu'elle avait virés… Celle de Cordemais, (Loire-Atlantique) devait s'arrêter cette année, mais voit sa fin de vie prolongée au moins jusqu'en 2024, voire 2026 ! Rappelons que le charbon reste très nocif pour l'atmosphère, mais aussi pour les salariés et les riverains. Avec des politiques à la petite semaine, le climat et la santé sont logés à la même enseigne. Si nous n'avons pas froid cet hiver, nous pourrons crever de chaud cet été. /// JD

Le brut n'a pas d'odeur

Pour se passer du pétrole russe, la France regarde du côté d'Abu-Dhabi. D'ordinaire, le pétrole des Émirats part principalement en Asie. Mais Chinois et Indiens sont devenus des clients privilégiés du Kremlin. Résultat, les Émirats pensent de nouveau à l'Europe. Selon l'agence Bloomberg, au moins six millions de barils de pétrole prendront la direction de l'Europe en juillet. Une première depuis deux ans.
Si les Émirats arabes unis ne massacrent pas d'Ukrainiens, cela n'en fait pas non plus un État complètement fréquentable. La liberté de la presse, par exemple, n'y est qu'un mirage, comme le rappelle Reporters sans frontières : *« Le gouvernement empêche la presse indépendante, locale comme étrangère, de prospérer en traquant les voix dissidentes. Les journalistes émiriens expatriés peuvent être harcelés, arrêtés ou extradés. »* L'ONG continue : *« Le Conseil national des médias régule les institutions médiatiques et fait la chasse aux contenus qui critiquent les décisions du gouvernement ou qui menacent la* « cohésion sociale » *: des termes assez vagues pour inclure toute publication non conforme aux exigences du pouvoir. Le Conseil national examine et sanctionne également les parutions des médias étrangers, soumis aux normes nationales. »* Quels types de sanctions ? *« Les EAU sont passés maîtres en matière de surveillance en ligne des journalistes et blogueurs, qui se retrouvent dans le collimateur des autorités dès qu'ils émettent la moindre critique. Ils sont généralement accusés de diffamation, d'offense à l'État ou de diffusion de fausses informations visant à nuire à l'image du pays. Ils risquent pour cela de lourdes peines de prison et sont susceptibles d'y subir de mauvais traitements. »* Conclusion, ils ont du pétrole, mais pas de liberté. /// JD

Méthanisation, une fausse bonne solution

Avec la pénurie annoncée de gaz, la méthanisation, à la jonction de l'agriculture et de l'énergie, devient très prisée. D'après le rapport que lui a consacrée en 2021 une mission d'information sénatoriale, son objectif serait d'atteindre 10 % du mix énergétique d'ici 2030. Mais à quelles conditions ?

ANNE DUVIVIER

Au départ, rien que de très respectable. Il s'agit de transformer les déjections animales en méthane et les résidus de ce processus (digestat) en un fertilisant qu'on épand dans les champs. Le principe n'est pas à remettre en cause, ça fonctionne très bien à l'échelle de petites unités. Mais de plus en plus d'agriculteurs, pour tirer le maximum de profit d'une activité généreusement subventionnée par l'État, construisent de gros méthaniseurs qui n'ont d'autre objectif que la vente lucrative de l'énergie. Et là, tout dérape.
Exemple type à Étaule, dans l'Yonne – mais ce scénario se reproduit partout – où des associations de défense de l'environnement dénoncent un projet à 8 millions d'euros prévoyant un approvisionnement qui n'a rien de local, ni d'agricole : le méthaniseur pour produire son gaz, se gavera d'invendus de grandes surfaces imparfaitement déconditionnés, donc traités avec des restes d'emballages bourrés de plastique, et des déchets industriels parmi lesquels des boues de papeterie… acheminés par un va-et-vient de camions au gabarit insupportable pour de petites routes de campagne.
Avec en toile de fond l'insuffisance de la règlementation et des contrôles, le digestat qui résulte de cette mixture toxique engendre pollution des sols, de l'air et de l'eau, menaces sur la microfaune et la vie microbienne des terres, sans parler des risques d'incidents industriels[1](stockage déficient et fuites, incendie, explosion, etc.) ou, dans une moindre mesure, mais vraiment pas anecdotique pour la population, une odeur caractéristique d'œuf pourri dont l'intensité et la distance de propagation varient avec les vents.

Avec en toile de fond l'insuffisance de la règlementation et des contrôles, le digestat qui résulte de cette mixture toxique engendre pollution des sols, de l'air et de l'eau, menaces sur la microfaune et la vie microbienne des terres.

Le cahier des charges mentionne 15 % de CIVE[2] ? Les « énergiculteurs » d'Étaule cultiveront juste ce qui est nécessaire à seule fin d'alimenter le méthaniseur. On s'indigne de la présence de déchets plastiques bien visibles à la surface des champs ? Ils s'équipent d'un dispositif à 50 000 euros pour les broyer plus fin et rendre la pollution plus discrète. Au passage, les animaux les ingèrent plus facilement et on les retrouve sans surprise jusque dans nos assiettes.
Un paysan sur cinq vivant sous le seuil de pauvreté, traqué par les créanciers, pas vraiment étonnant qu'ils résistent mal aux sirènes des industriels et à la promesse de gains substantiels, au prix de toujours plus d'investissements, donc d'endettement, donc de surdité aux alertes de ceux qu'on appelle communément les « défenseurs de l'environnement », c'est-à-dire de la vie sur terre.
Dans le catalogue *Salopons le vivant*, ça rapporte gros… on a le choix entre les élevages en batterie de porcs, de poulets, voire de vaches, alliant maltraitance animale et qualité alimentaire dégradée, l'essorage des champs à coups de chimie, d'arrachage des haies et d'exploitation continue, la vente pure et simple des terres aux industriels (très tendance, cf. note de lecture ci-dessous) ou la ruse consistant, avec l'alibi de l'énergie alternative, à badigeonner en vert-attrape-subventions des installations désespérément polluantes. ●

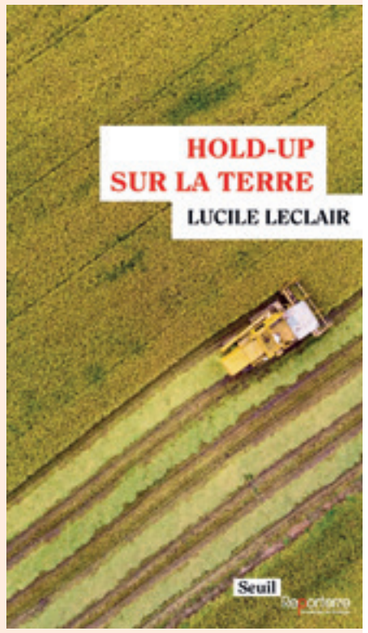
1. Un accident survenu en août 2020 à Châteaulin, dans le Finistère, a privé plusieurs jours d'eau potable 180 000 foyers.
2. Culture intermédiaire à vocation énergétique.

Le livre à lire

Terre à bousiller

A.D

La terre épuisée, violentée à coups d'engins agricoles démesurés et de produits chimiques toxiques… on est au courant dans les grandes lignes.
Les prix fixés par la grande distribution soucieuse de s'assurer de belles marges quand les paysans tirent la langue, ça, on le sait aussi.
Mais ces géants des secteurs pharmaceutique, cosmétique, alimentaire… qui raflent la terre pour leur seul bénéfice, c'est moins connu. L'affaire peut prendre diverses tournures : paysans endettés rachetés en toute discrétion, devenus salariés de leur propre ferme, ou pire, simples prestataires rémunérés à la tâche, sans sécurité d'emploi ni représentation syndicale, réduits à un statut de sans-terre, travailleur volant. Dans tous les cas, plus d'intermédiaires à rémunérer, agriculteur, négociant…
Combien d'hectares représentent ces tripatouillages ? C'est le règne de l'opacité, constate l'auteure, qui s'est bien battue pour obtenir des infos.
Les Safer (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) créées en 1960 par Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture, étaient censées réglementer, c'est-à-dire valider et choisir toute demande d'acquisition de terrain agricole. Elles disposent d'un droit de préemption et en bout de chaîne, l'État peut exercer son veto contre leurs décisions. Mais leur mode de fonctionnement suscite de nombreuses questions. En 2016, un leader chinois de l'agroalimentaire a pu acheter incognito 1 700 hectares pour produire des céréales à la seule destination de sa chaîne de boulangerie en Chine. En 2018, Chanel a acquis un quart de la surface de production de fleurs dans la région de Grasse, au détriment des petits agriculteurs locaux.
Dans certains cas, les « firmes » comme les appelle l'auteure, détournent l'obstacle de la Safer en achetant la majorité des parts, puis la totalité du capital de l'exploitation qu'elles convoitent. La vente, explique-t-elle, apparaît alors comme un simple changement d'associé, indétectable de l'extérieur. La question est politique. Le marché ne doit pas être régulé, estime la droite libérale, ce qui ouvre la porte à toutes les dérives.
L'État demande aux Safer de protéger l'environnement, l'activité pastorale et de favoriser les jeunes agriculteurs, mais leur accorde de moins en moins de moyens financiers, qui à 90 % proviennent des commissions touchées sur les transactions qu'elles réalisent.
Logiquement, le prix de la terre augmente continuellement. Dans le secteur de Grasse, il est en moyenne de 300 000 euros l'hectare, soit cinquante fois la moyenne nationale, note Lucile Leclair. Mais Chanel a acheté ses dix hectares… dix millions d'euros. Il est certain qu'à ce tarif-là, le parfumeur était certain de l'emporter.
Pendant ce temps, les produits agricoles, eux, ne se vendent pas plus cher. *« Parce que la firme vient d'un autre univers, d'un secteur qui fait des marges sans rapport avec l'économie agricole, elle finit par faire de la terre un luxe. »*
Ainsi, on voit depuis quelques années de plus en plus de jeunes prêts à se lancer dans le métier ne trouvant aucune banque qui veuille leur accorder un prêt. *« Si les jeunes agriculteurs ne peuvent plus reprendre les fermes, demain, qui produira ce que nous mangerons ? »* s'interroge l'auteure, qui cite un de ces employés contraints à maltraiter la terre : *« C'est une agriculture qui n'est pas faite sur la base de données agricoles mais à partir de données financières. Quand ils ne pourront plus rien tirer de la terre, ils la vendront et iront ailleurs. »*
Le livre de Lucile Leclair s'avale comme un polar, clair et percutant de bout en bout. Il faut le lire, le faire lire… et puis retrousser ses manches pour continuer à lutter contre les puissances d'argent, et essayer de préserver ce monde qui nous file entre les doigts. ●



Hold-up sur la terre, Lucile Leclair, Seuil-Reporterre, février 2022, 12 €.

PAPREC ENERGIES

POUR UNE PLANÈTE PLUS VERTE
ET UNE SOCIÉTÉ PLUS FRATERNELLE

Le recyclage et la valorisation sont des solutions pertinentes pour répondre aux enjeux environnementaux du XXIe siècle. Et la France est l'un des pays les plus performants au monde dans ce domaine. Cette filière requiert des investissements considérables dans des outils industriels de haute technologie.

Avec 12 500 collaborateurs et collaboratrices répartis sur 280 sites dans huit pays, le groupe Paprec est au cœur de l'économie circulaire depuis 25 ans. Leader du recyclage en France et champion de la valorisation énergétique, il contribue à cette avancée nationale. Paprec maîtrise l'ensemble des métiers du secteur, de la collecte à la valorisation des déchets.

Sa division Paprec Energies est spécialisée dans la conception et la gestion d'unités de valorisation énergétiques. Elle transforme ainsi en énergie 4 millions de tonnes de déchets dans 8 pays.

UN CONGRÈS QUI RESTERA DANS LES ANNALES

Un avis de tempête planait sur ce IXe congrès de la Filpac CGT, dans le ciel comme sur la salle. La dissipation des nuages a ramené la quiétude et le sérieux des débats.

JÉRÉMIE DEMAY
RUST

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que les premiers signes d'orage apparaissent. Dès le premier jour, Cyril Briffaut, délégué syndical de Chapelle Darblay, dénonce des « *conneries. Jusqu'en novembre 2019, on a travaillé avec la fédé, puis après, on a continué à bosser avec ceux qui voulaient bosser, pour sauver notre boîte, et on a réussi !* » Il salue au passage « *le coup de main* » de Philippe Martinez, de la confédération, et du SGLCE, insinuant un désengagement de la Filpac à la suite à l'intervention de la confédération dans ce dossier : « *Ce n'est pas possible de bosser comme ça, on nous a laissé crever !* » Une accusation qui provoque des réactions à la tribune. D'abord Carlos Tunon, responsable du pôle papetier à la fédération : « *J'ai essayé de garder le contact avec la Chapelle, je n'ai jamais refusé de discuter avec ses représentants !* » Jean-Pierre Viaud, qui préside la séance, l'appuie : « *La fédération, c'est nous tous mes camarades ! Qu'on perde ou qu'on gagne, nous sommes tous responsables.* » De leur côté, les délégués du SGLCE (Syndicat général du livre et de la communication écrite) reportent leurs questions écrites au lendemain où seront débattus les rapports d'activité.

> **La fédération, c'est nous tous mes camarades ! Qu'on perde ou qu'on gagne, nous sommes tous responsables.**
> **Jean-Pierre Viaud (CGT Decaux)**

LA FORMATION OFFENSIVE

Ces estocades assombrissent un peu l'ambiance. Ce qui n'empêche pas la tenue de la table ronde sur la formation syndicale, sujet vital pour la Filpac. Julien Riccardi, en charge des formations dans notre syndicat, insiste sur l'obligation de suivre les évolutions législatives, surtout depuis la création des CSE entraînant la disparition des CHSCT. « *Les camarades qui arrivent à la fin du premier mandat, commencent à comprendre et à dégrossir le fonctionnement du CSE. C'est complexe. Aussi la formation doit-elle se construire dans la durée* » explique Julien. Il est urgent et nécessaire d'utiliser cette boîte à outils permettant de défendre et de posséder les bonnes clés de compréhension. Pourquoi ? La pandémie et les confinements ont mis en évidence les insuffisances des CSE. « *Les directions éprouvent de réelles difficultés à assumer la responsabilité d'assurer la sécurité physique et mentale de leurs salariés* » poursuit le formateur. Pour lui, pas de doute : « *Avec une meilleure lecture des chiffres, il est parfois possible de contrer un plan social, qu'ils appellent un plan de sauvegarde de l'emploi…* »

COTISATION DE LA DISCORDE

Le mardi matin, les visages sont tendus. La présentation du rapport d'activité par Pascal Lefebvre crève l'abcès des cotisations. Le SGLCE, ne verse plus normalement ses cotisations issues du 1 %, et s'est contenté d'un euro par syndiqué pour l'exercice 2020. Une mesure de « *rétorsion* » selon le SGLCE, qui n'est pas du goût de tout le monde dans la salle. « *Nous, on est tous à jour de nos cotisations, ceux qui ne le sont pas n'ont pas de légitimité et c'est tout* » commente à mi-voix, avec agacement un délégué. Didier Lourdez tente de clarifier la situation de son syndicat, mais l'amertume dans l'auditoire est profonde, très profonde, trop profonde. Le rendez-vous du village des luttes revigore les congressistes, mais les esprits sont ailleurs. L'orage se forme, et la tempête n'est pas loin.

« UNE QUESTION DE DÉMOCRATIE »

Patrick Bauret reprend la parole pour l'organisation des votes et pose LA question : « *Êtes-vous pour le maintien des candidatures du SGLCE-CGT au CEN ?* » Cette interrogation ébranle les camarades. Certains parlent d'implosion de la Filpac, quand d'autres s'en tiennent au respect des statuts. Le bureau du congrès se réunit en catastrophe au-dessus du restaurant, dans une ambiance tendue. « *Hé ! Les camarades, faut sourire. On ne va pas se mettre des paires de baffes entre nous. On est une grande famille !* » Jérôme Reuille casse le silence glacial. Pascal Lefebvre l'appuie : « *Quand dans une famille il y a des petits problèmes à régler, on tente de le faire.* » Une partie des membres du bureau souhaite comprendre les motivations de cette rétention de cotisation. Didier Lourdez, laconique, botte en touche : « *Nous ne voulions pas en débattre en congrès.* » Damien Dhont demande la parole, très remonté : « *Tout d'abord, il y a un problème d'arithmétique. Vous versiez 100 000 euros, avec 2 000 syndiqués… Il y a un problème ! Ça veut dire que les salariés de Paris sont payés moins que le Smic ! De plus, il y a une question de démocratie, derrière. Ce n'est pas parce qu'on a les moyens que l'on doit être les mieux représentés. À la CGT on met les moyens… Je tenais à le dire ! À la Filpac, tout le monde est à 1 %. Si tout le monde faisait comme vous ?* » Didier Lourdez continue à prendre des notes et répète par moments qu'il ne souhaite toujours pas évoquer ce problème au congrès. Cette réponse ne satisfait personne. Il finit par lâcher : « *Les cotisations sont mises sur une ligne budgétaire. Ce n'est pas pour faire ukulélé et fiesta* (Sic.) *Après le congrès, si tout se déroule comme il faut, il n'y a pas de problème pour faire le virement… après.* » Une déclaration qui ne passe pas. Certains y voient une « menace ». « *Le SGLCE-CGT fait un putsch en disant que le 1 % décidé par la CGT c'est de la merde. C'est lâche, et l'origine de tout ça, c'est vous* » s'indigne une participante. Carlos Tunon enfonce le clou : « *Il n'y a pas de volonté de vous exclure. C'est vous qui le voulez !* »

> **Les cotisations sont mises sur une ligne budgétaire. Ce n'est pas pour faire ukulélé et fiesta (Sic.)**
> **Didier Lourdez (SGLCE)**

LE CHANT DU DÉPART

Les palabres continuent sur le même ton. Les représentants du SGLCE-CGT n'ont pas réussi à convaincre. Résultat : l'assemblée est appelée à se prononcer par un vote, sur la légitimité de leurs candidatures proposées à la future direction fédérale. De retour dans la salle, Pascal Akoun et Didier Lourdez tentent un baroud d'honneur, annonçant qu'ils sont prêts à rembourser. Tollé dans la salle. Le vote est sans appel. Face à un désaveu cinglant, la délégation du SGLCE décide de quitter le congrès, penaude et défaite. L'avis de tempête syndicale est passé. L'ambiance se détend. Les sourires reviennent, et la qualité des débats lors de la table ronde sur le thème *Changer le travail pour changer la société*, et celle s'interrogeant sur *La protection sociale au XXIe siècle et la place du syndicalisme* intéressent beaucoup. Le soir, pendant l'apéro et le repas, les *À la* résonnent en canon avec spontanéité et soulagement.

L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DES DÉBATS

Mercredi, moitié du congrès. La matinée débute par le film plongeant les spectateurs dans l'histoire de la réduction de temps de travail, réalisé par le talentueux… Georges Kaplan. Pendant près de trente minutes, la voix du réalisateur permet aux congressistes de comprendre le rapport de force millénaire entre les travailleurs et leurs donneurs d'ordre. Cette projection est suivie de la table ronde sur les conventions collectives.

L'après-midi, les réflexions se portent sur la compatibilité entre les industries et l'environnement. Pour Sandra Croulard, Marie-Claire Cailletaud, présidente du groupe de la CGT au Conseil économique social et environnemental, pas de doute : « *Quand on parle de réduire les gaz à effet de serre, il ne faut pas que cela se fasse au détriment de l'empreinte carbone* ». C'est-à-dire qu'il ne sert à rien de délocaliser la pollution. « *Les biens produits ailleurs sont rapatriés ensuite. En France, notre empreinte carbone c'est 1,7 fois nos émissions de gaz à effet de serre* ». *Pour enrayer la tendance et limiter la pollution, il faut opérer une révolution des consciences. Comment ?* En réfléchissant ! « *Il faut dès le départ prendre en compte tout le cycle de vie du produit. De sa conception à sa réparabilité, et son recyclage. L'industrie n'est pas opposée aux enjeux environnementaux, au contraire, elle fait partie de la réponse* ». Sandra Croulard, Marie-Claire Cailletaud insiste, il ne faut se tromper de combat. « *En plus cela créera des emplois. Et plus on sera en retard sur les questions environnementales, plus cela va nous coûter cher.* »

L'INTERNATIONALE

Un congrès doit aussi permettre d'ouvrir des perspectives. En invitant des syndicalistes européens, la Filpac a fait mouche, comme le résume Pascal Lefèbvre : *« Si l'entreprise demeure le lieu privilégié de la lutte des classes, le combat social, quant à lui, ne peut être pertinent que s'il s'élargit au niveau des groupes multinationaux et du continent européen. »* Il précise : *« Aucun bastion ne peut résister si autour tout s'effondre. Les délégués mesurent plus que jamais après l'intervention de Simon Dubbins, du syndicat anglais UNITE, l'effet désastreux produit par le Brexit pour les travailleurs anglais et la remise en cause de leurs droits ! Le terrain de la confrontation sociale doit plus que jamais s'élargir au-delà des frontières que le capitalisme a, de son côté, depuis longtemps fait sauter ! »*

PHILIPPE, DIEGO, ET LES AUTRES

Dans toutes les conversations, en marge des tables rondes, l'épisode de mardi revient, avec en toile de fond la visite de secrétaire général de CGT, Philippe Martinez, prévu le jeudi. Viendra ? Viendra pas ? Le départ du SGLCE le concerne au premier plan. David Dugué et Elsa Conseil sont issus du SGLCE. Ils sont respectivement administrateur confédéral et directrice de cabinet… Un nouvel avis de tempête s'annonce. Mais cette fois, il ne concerne que la météo, avec l'arrivée sur l'Île de Ré de la tempête Diego. Finalement, jeudi matin, Philippe Martinez débarque au congrès de la Filpac. Il fume une clope, et part s'installer au premier rang pour suivre les débats autour du thème bien choisi : *« La fédération un outil au service des syndicats et de ses syndiqués »* À la pause, un journaliste de l'Impac l'interroge : *« Vous êtes venu au congrès de la Filpac malgré l'avis de tempête ? »* Philippe Martinez répond : *« À la CGT nous n'avons pas peur des tempêtes. Nous en affrontons depuis longtemps, et nous faisons en sorte de pouvoir avancer malgré les vents contraires. »* L'Impac, un peu provocateur : *« On parle bien de la météo ? ». « Évidemment ! Quand j'ai traversé le pont de l'île, le vent soufflait beaucoup »* rétorque Philippe Martinez, pas dupe, avec le sourire. En revanche, pour évoquer la situation du SGLCE, le sérieux reprend le dessus : *« Moi, je parle de la CGT, de la confédération. Je n'ai pas à m'immiscer dans ce qui se passe dans les organisations. Même si je pense qu'il faudra discuter avec la future direction d'un certain nombre de questions, mais pas dans un congrès. »*

RETROUVER UN SYNDICAT FORT

Son discours devant les congressistes revient sur un paradoxe : *« 53 % des salariés font confiance à un syndicat et parmi eux, 51 % à la CGT contre 44 % pour la CFDT »* ; dans le même temps : *« la CGT totalise plus de 30 000 adhésions par an. Et pourtant, nous avons toujours moins d'adhérents à la fin de l'année. »* Conclusion, il faut travailler pour retrouver un syndicat fort ! Après son intervention, Philippe Martinez échange avec la salle. Notamment sur la syndicalisation des cadres. Ce qui n'est pas une mince affaire. 80 % d'entre eux estiment que la CGT ne les défend pas. Faudrait-il créer une branche de la CGT spécialement pour eux, quitte à encourager le corporatisme ? *« Je ne partage pas la notion de structures distinctes au sein d'une organisation. Pour moi, la représentativité c'est d'abord celle de la CGT. La réponse au travail en direction du salariat peut trouver des réponses différentes selon les sections »*, assure Romain Altmann. Après ces discussions, Philippe Martinez sort de la salle, grille quelques clopes, salue des camarades et repart. La dernière table

> **« La démocratie syndicale est réelle à la CGT et elle a parlé. »**
> **Carlos Tunon (Secrétaire général de la Filpac CGT)**

ronde du congrès s'intéresse à l'avenir de l'industrie papetière et notamment à celle du carton. Animée par L'Idep (Institut de développement et d'expertise du plurimédia) il est surtout question de la concurrence du numérique, des contradictions des consommateurs, et des apports indispensables de l'innovation. Les sujets ne manquent pas.

GÉNÉRAL CHAUSSETTE

Ce qui ne manque pas non plus le dernier jour du congrès, c'est l'émotion. La passation de pouvoir entre Patrick Bauret, secrétaire général sortant et Carlos Tunon nouveau secrétaire général de la Filpac est le deuxième moment fort du congrès. Les deux se respectent et s'apprécient. Carlos rend un bel hommage au *« Général Chaussette »*, mais revient également sur le départ des représentants du SGLCE : *« Un moment de crise importante qui a vu le départ de plus d'une trentaine de participants au congrès. La démocratie syndicale est réelle à la CGT et elle a parlé. Le nier c'est insulter nos valeurs et mépriser la conscience et l'intelligence des syndicalistes présents ici ! (…) Aucune exclusion n'a été faite ni prononcée mais il s'est agi d'un rappel fort de nos règles communes. (…) Les syndicats qui ont choisi de quitter le cours du congrès, demeurent pour autant liés à la fédération, au même titre que les 380 autres qui la composent. »* L'unité est une lutte permanente que la Filpac n'est pas prête à abandonner. ●

Carlos Tunon, zen beaucoup

Le nouveau secrétaire général de la Filpac n'est pas un homme pressé. De nos jours, plus qu'une qualité, c'est un atout.

MYRIAM GUILLIMIN

À première vue, Carlos Tunon n'est pas d'un naturel expansif. Loin du caractère enjoué et plutôt démonstratif du précédent secrétaire général de la Filpac, Patrick Bauret. Non, Carlos Tunon, élu à ce poste depuis le congrès de la Filpac CGT en avril, à l'Île de Ré, est un cinquantenaire discret, un homme tranquille. *« Je ne me fâche pas souvent,* conçoit-il. *Mais s'il faut faire la grève, j'y vais tout de suite. »* Le temps joue en sa faveur. Sa carrure et sa grande taille rassurent. Son visage se cache derrière de petites lunettes aux verres légèrement teintés. Sa voix calme et douce enrobe des mots qui sont au contraire déterminés et directs. Carlos use de patience pour venir à bout des réticences de *« nos chers patrons »*, comme il dit, argumentant avec calme jusqu'à obtenir satisfaction.

Ibère militant

D'origine espagnole, Carlos est venu en France un peu par hasard. Il effectuait son service militaire dans son pays. En rentrant de l'armée, ayant rencontré celle qui allait devenir son épouse, il s'est installé en France, tout près de l'Ardèche. Électromécanicien depuis trente-trois ans, il travaille pour les papeteries Canson, à Annonay. Et devant la succession de plans sociaux qu'a connus son entreprise, il s'est naturellement engagé dans le syndicalisme. Cela fait maintenant plus de vingt ans qu'il milite pour la CGT, au service de la défense des salariés. C'est d'ailleurs curieusement le directeur de l'entreprise de l'époque qui lui a suggéré d'intégrer le comité d'entreprise : *« Lorsqu'il venait faire un tour sur la machine à papier, je lui faisais remarquer tout ce qui n'allait pas. Un jour, il me dit : M. Tunon, vous revendiquez toujours quelque chose. Pourquoi ne pas vous inscrire aux élections des représentants du personnel ? Aussitôt dit, aussitôt fait. Bon, il l'a un peu regretté par la suite… »*

> **« Il faut faire une campagne de syndicalisation. Parfois, on sait que l'on a des sympathisants mais on ne sait même pas qui ils sont. »**

Objectifs jeunes

Il est comme ça Carlos, il ne lâche rien… Et surtout, il s'entoure. Pour lui, l'important c'est d'avoir une bonne équipe, ce qu'il a trouvé en rejoignant le CEN, actuellement composé de gens de terrain et surtout respectant la parité hommes femmes. Parmi ses objectifs de mandat : la nécessité de reprendre contact avec toutes les bases. *« Il faut faire une campagne de syndicalisation. Parfois, on sait que l'on a des sympathisants mais on ne sait même pas qui ils sont. Il faut leur apporter la possibilité de se former. »* Il est conscient que la communication vers les salariés ne fonctionne pas toujours et qu'il va falloir s'adresser aux jeunes. D'ailleurs, il a deux fils d'une vingtaine d'années, qui savent lui faire remonter des idées, des interrogations, des constats : *« Nous sommes à un tournant. Ils trouvent que nous sommes trop dans l'immobilisme, ils disent qu'il faut que ça change. Mais ils ne s'attachent pas à quoi que ce soit. »* Pas assez efficace, le syndicalisme ? En tous les cas, les enfants de Carlos, comme d'autres, s'inquiètent beaucoup des atteintes à l'environnement. Ce que le secrétaire général a très bien enregistré : *« Les jeunes ont une image de nos produits qui est tronquée, il faut inverser la tendance. On sait parfaitement aujourd'hui que le numérique est plus polluant que le papier. Il faut savoir que le numérique fait aussi des dégâts dans l'apprentissage à l'école. Un enfant retient moins bien que s'il se concentre sur les livres. »* Il s'engage aussi sur ce sujet : il fait partie d'un groupe paritaire chapeauté par la députée de l'Isère, Camille Gaillard-Minier, qui est à l'origine d'un rapport sur le recyclage du papier, avec pour point de départ Chapelle-Darblay. *« Le tout numérique, ce n'est pas le Graal, contrairement à ce qui est colporté. »*

Plonger pour mieux refaire surface

Les enjeux sont tellement énormes que Carlos souligne la nécessité des formations à destination des militants. *« Avec la RSE dans les entreprises, il faut faire attention à ce que les militants vont dire, peser sur les décisions d'investissement. Un avis pas suffisamment éclairé peut mener à la fermeture d'une usine. »* L'environnement et l'industrie, une relation équivoque, des frères ennemis, Carlos en a bien conscience. Mais, il avance des idées, se servir d'exemples d'initiatives vertueuses, comme des entreprises qui misent sur la biomasse, l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toits des établissements, remettre en place des navettes pour les salariés… Lui-même, très proche de la nature, enregistre vingt-cinq ans de plongée sous-marine. Est-ce cette activité qui lui a donné ce côté apaisé, cette concentration qui le caractérisent ? Il raconte que c'est sa façon à lui de se déconnecter. *« Petit, j'étais un inconditionnel des reportages de Cousteau. »* Après deux heures de route jusqu'à Marseille, l'amoureux du monde du silence s'immerge et recharge ses batteries pour affronter les patrons. Insister, changer d'argumentaire s'il le faut, mais toujours dans la zénitude. *« Hâtez-vous lentement ; et, sans perdre courage, vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage »* (Nicolas Boileau), voilà une citation qui pourrait bien s'appliquer à Carlos Tunon. ●

Dhont worry*

Chargé de la filière presse depuis le dernier congrès, Damien Dhont mêle passions et convictions dans ses combats.

JÉRÉMIE DEMAY

Damien Dhont, c'est avant tout une stature imposante et une gueule qui auraient pu inspirer Émile Zola pour *Germinal*, avec ses cheveux bruns, mi-longs, tirés en arrière, et ses lunettes rondes. Damien, c'est aussi une voix. Claire, ferme. Chacun de ses mots est martelé comme pour mieux captiver son auditoire. Quand son regard crie liberté, sa bouche parle de démocratie. Convaincu par l'égalité, il met sa vie au service de ses idéaux. Se pousser en avant ? La lumière, ce n'est pas son truc. À part peut-être les néons d'un bon bistrot, à condition d'y trinquer avec un camarade. Même son métier se déroule la nuit. « *Je suis roto !* » Une fierté de laquelle transpire toute l'histoire des luttes antérieures, présentes, et à venir. Un héritage fort, qu'il aime raconter dans les moindres détails. L'imprimerie de presse, un univers à part où il est tombé presque par hasard.

Un peu par hasard…

Il y a quelques décennies, au début des années quatre-vingt, Damien découvre une petite annonce. *Nord Éclair* cherche un anglophone. Pourquoi ? Le *Financial times* et *The Guardian* vont imprimer en France, une partie de leurs éditions pour les expatriés britanniques. Il faut réceptionner les photogravures et en faire des copies de plaques. Le tout est ensuite donné alors aux rotativistes. Damien a 23 ans et intègre ce journal « *un peu par hasard* », se souvient-il. Ce job avec son ambiance si particulière lui plaît.

> **Nous assistons à la construction de groupes plus puissants que les États eux-mêmes.**

L'esprit de camaraderie qui y règne n'y est pas pour rien, même si les débuts sont assez froids. Depuis des lustres, la tradition veut qu'avant d'intégrer l'impression des journaux, il faille passer par le labeur. Mais Damien, par ses compétences et son envie, séduit tout le monde. Rapidement, il intègre le syndicat autonome, majoritaire dans son imprimerie. Pas de plan de carrière, seulement l'envie de défendre les autres et « *l'intérêt pour la solidarité* ». Des phrases toutes faites pour personne en manque de marketing syndical ? Pas chez Damien Dhont. La solidarité est inscrite dans son ADN. Quand son délégué du personnel part en retraite, il prend la place. « *Jusqu'au bout* » insiste-t-il. C'est-à-dire jusqu'au rachat par le groupe de *la Voix du Nord* en 2005. Si les deux titres subsistent, ce n'est pas le cas pour les imprimeries. Les moyens de production sont rationalisés pour augmenter les économies d'échelle, comme disent les économistes en cravate. « *J'ai négocié la fin de* Nord Éclair *et la reprise d'un maximum de salariés* » commente-t-il. Cette épreuve l'a marqué, mais il ne s'épanche pas. Si Damien, d'ordinaire, est à ranger dans la catégorie des bavards, il conserve une carapace discrète qui se manifeste parfois pendant les conversations. Quand il est touché, il affiche un sourire sincère sans quitter des yeux son interlocuteur. S'impose alors un léger silence tellement plus éloquent que les embardées des meilleurs tribuns.

La CGT correspondait le plus à nos valeurs

À *la Voix du Nord*, il est délégué de la Métropole Nord. Quand la question du rapprochement avec une fédération s'est posée, ses camarades et lui ont « *regardé le paysage syndical, la CGT correspondait le plus à nos valeurs* ». Naturellement, ils ont rejoint la Filpac. Depuis, il connaît bien la boutique. Il siège depuis trois mandats au CEN. Depuis deux mandats, il occupe aussi le siège du secrétaire général de la Filpac Métropole Nord. Après le congrès de l'Île de Ré de cette année, il a hérité de la filière presse à la Filpac. « *Si je peux être utile, je le fais.* »

Sa passion et son idée de l'information aiguisent déjà ses futurs combats : « *Il faut lutter pour affirmer que la presse, ce n'est pas que le numérique. Que l'avenir de la presse n'est pas dématérialisé. Il y a une question d'emploi bien sûr, mais l'information papier est un élément démocratique fondamental dans nos sociétés.* » Il veut aussi démonter les fausses informations, comme celles sur « *la nocivité du papier sur l'environnement. Le numérique n'est pas vert et consomme 10 % de l'électricité mondiale !* » Le papier, c'est aussi un objet qu'on conserve, qu'on prend et reprend pour lire et prendre son temps : « *Le confort de lecture est meilleur et c'est incontournable.* » Son scepticisme quant au numérique n'est pas un combat d'arrière-garde : « *Le web n'est pas un espace de liberté. On ne voit pas où ça va ! Il s'empare des outils démocratiques* s'agace-t-il. *Nous assistons à la construction de groupes plus puissants que les États eux-mêmes.* »

Lecteurs et rédacteurs s'endorment

En ce qui concerne les journalistes, son constat est cinglant. Pour lui, beaucoup de lecteurs comme les rédacteurs s'endorment, bercés par leur paresse intellectuelle : « *Il y a quelques années, on trouvait un sens politique chez les citoyens. Aujourd'hui, peu vont au fond des choses.* » Un mécanisme présent aussi dans certaines rédactions : « *Pour quelques journalistes, les conf' de rédac se transforment en salle d'enregistrement et les sujets cruciaux qui demandent du temps sont délaissés.* » Damien n'est pas syndicaliste pour se faire des amis. Son seul objectif : sortir du confort de la bêtise pour le bien de tous. ●

*Titre inspiré par la chanson de Bobby McFerrin *Don't worry, be happy*

C'ÉTAIT LE 9e CONGRÈS

PHOTOS : PASCAL AUGUSTE

PORTE FOLIO

acteur
et acteurs
de notre avenir
9e CONGRÈS
filpac cgt
POUR UN
SYNDICALISME
DE CONQUÊTES
SOCIALES

9e CONGRÈS

Paroles de congressistes...

PROPOS RECUEILLIS PAR MYRIAM GUILLIMIN

PATRICIA VIEILLESCAZES
Secrétaire générale adjointe à Ouestmédiacom, **déléguée syndicale** à l'entreprise *Ouest-France* et **déléguée titulaire** pour les cadres

« Ce congrès a été un moment charnière dans l'histoire de la fédération. J'ai ressenti une très grande tension dès les premiers jours, avant qu'un sujet pesant, ne soit véritablement abordé afin de crever l'abcès. C'est-à-dire une lutte de pouvoir interne qui perdurait depuis des années. Nous dépendons tous des mêmes statuts et donc des mêmes engagements. Ce n'est pas parce qu'un syndicat est le plus important au niveau du nombre de ses représentants qu'il doit faire régner son diktat. Ce n'est pas ça la CGT.
Ceci a néanmoins perturbé les camarades qui assistaient à leur premier congrès sans connaître l'historique de la situation. C'est en quelque sorte un congrès libératoire mais qui nous laisse ce message : il ne faut pas combattre en interne, mais bien rester soudés dans le seul but d'unir nos forces et notre énergie pour mener des batailles sur ce qui est le véritable combat à mener : la lutte pour les salariés, celle contre l'hégémonie patronale et les politiques d'austérité. Grâce aux nombreux débats et échanges, ce congrès a mis aussi en exergue nos manques. On rabâche que le monde du travail se transforme, mais nous, au sein de notre fédération, n'évoluons pas suffisamment vite. Nous ne sommes pas assez armés pour faire face aux nouveaux enjeux qui se dessinent dans le monde du travail d'aujourd'hui, l'ubérisation, le numérique... La place grandissante des cadres, celle des femmes et des jeunes doivent être une réelle préoccupation. Ce sont des luttes mesquines, désincarnées entre patrons et salariés. Il suffit de le constater avec le télétravail. Les jeunes le plébiscitent, car leur vie personnelle prime sur leur vie professionnelle, ce qui a pour conséquence d'isoler le travailleur. Indéniablement, il faut faire évoluer nos luttes. Recruter davantage de jeunes est indispensable à l'avenir de notre fédé. Dans les orientations de la nouvelle mandature de la Filpac, je vois de bonnes choses : un ancrage nécessaire est affirmé dans les territoires ; nous fédérer tous ensemble pour les luttes et non pas pour le pouvoir. C'est tout ce que l'on veut ! Il en va de notre crédibilité et donc de notre pouvoir de mobiliser les salariés sur des revendications concrètes et partagées. »

Le COMPTE-RENDU complet du 9e Congrès de la Filpac CGT bientôt disponible sur https://www.filpac-cgt.fr/

CONCENTRATION MÉDIAS

Chargé de la filière presse depuis le dernier congrès, Damien Dhont mêle passions et convictions dans ses combats.

JÉRÉMIE DEMAY

Damien Dhont, c'est avant tout une stature imposante et une gueule qui auraient pu inspirer Émile Zola pour *Germinal*, avec ses cheveux bruns, mi-longs, tirés en arrière, et ses lunettes rondes. Damien, c'est aussi une voix. Claire, ferme. Chacun de ses mots est martelé comme pour mieux captiver son auditoire. Quand son regard crie liberté, sa bouche parle de démocratie. Convaincu par l'égalité, il met sa vie au service de ses idéaux. Se pousser en avant ? La lumière, ce n'est pas son truc. À part peut-être les néons d'un bon bistrot, à condition d'y trinquer avec un camarade. Même son métier se déroule la nuit. « *Je suis roto !* » Une fierté de laquelle transpire toute l'histoire des luttes antérieures, présentes, et à venir. Un héritage fort, qu'il aime raconter dans les moindres détails. L'imprimerie de presse, un univers à part où il est tombé presque par hasard.

-

Un peu par hasard…

Il y a quelques décennies, au début des années quatre-vingt, Damien découvre une petite annonce. *Nord Éclair* cherche un anglophone. Pourquoi ? Le *Financial times* et *The Guardian* vont imprimer en France, une partie de leurs éditions pour les expatriés britanniques. Il faut réceptionner les photogravures et en faire des copies de plaques. Le tout est ensuite donné alors aux rotativistes. Damien a 23 ans et intègre ce journal « *un peu par hasard* », se souvient-il. Ce job avec son ambiance si particulière lui plaît. L'esprit de camaraderie qui y règne n'y est pas pour rien, même si les débuts sont assez froids. Depuis des lustres, la tradition veut qu'avant d'intégrer l'impression des journaux, il faille passer par le labeur. Mais Damien, par ses compétences et son envie, séduit tout le monde. Rapidement, il intègre le syndicat autonome, majoritaire dans son imprimerie. Pas de plan de carrière, seulement l'envie de défendre les autres et « *l'intérêt pour la solidarité* ». Des phrases toutes faites pour personne en manque de marketing syndical ? Pas chez Damien Dhont. La solidarité est inscrite dans son ADN. Quand son délégué du personnel part en retraite, il prend la place. « *Jusqu'au bout* » insiste-t-il. C'est-à-dire jusqu'au rachat par le groupe de *la Voix du Nord* en 2005. Si les deux titres subsistent, ce n'est pas le cas pour les imprimeries. Les moyens de production sont rationalisés pour augmenter les économies d'échelle, comme disent les économistes en cravate. « *J'ai négocié la fin de* Nord Éclair *et la reprise d'un maximum de salariés* » commente-t-il. Cette épreuve l'a marqué, mais il ne s'épanche pas. Si Damien, d'ordinaire, est à ranger dans la catégorie des bavards, il conserve une carapace discrète qui se manifeste parfois pendant les conversations. Quand il est touché, il affiche un sourire sincère sans quitter des yeux son interlocuteur. S'impose alors un léger silence tellement plus éloquent que les embardées des meilleurs tribuns.

-

La CGT correspondait le plus à nos valeurs

À *la Voix du Nord*, il est délégué de la Métropole Nord. Quand la question du rapprochement avec une fédération s'est posée, ses camarades et lui ont « *regardé le paysage syndical, la CGT correspondait le plus à nos valeurs* ». Naturellement, ils ont rejoint la Filpac. Depuis, il connaît bien la boutique. Il siège depuis trois mandats au CEN. Depuis deux mandats, il occupe aussi le siège du secrétaire général de la Filpac Métropole Nord. Après le congrès de l'Île de Ré de cette année, il a hérité de la filière presse à la Filpac. « *Si je peux être utile, je le fais.* » Sa passion et son idée de l'information aiguisent déjà ses futurs combats : « *Il faut lutter pour affirmer que la presse, ce n'est pas que le numérique. Que l'avenir de la presse n'est pas dématérialisé. Il y a une question d'emploi bien sûr, mais l'information papier est un élément démocratique fondamental dans nos sociétés.* » Il veut aussi démonter les fausses informations, comme celles sur « *la nocivité du papier sur l'environnement. Le numérique n'est pas vert et consomme 10 % de l'électricité mondiale !* » Le papier, c'est aussi un objet qu'on conserve, qu'on prend et reprend pour lire et prendre son temps : « *Le confort de lecture est meilleur et c'est incontournable.* » Son scepticisme quant au numérique n'est pas un combat d'arrière-garde : « *Le web n'est pas un espace de liberté. On ne voit pas où ça va ! Il s'empare des outils démocratiques* s'agace-t-il. *Nous assistons à la construction de groupes plus puissants que les États eux-mêmes.* »

-

Lecteurs et rédacteurs s'endorment

En ce qui concerne les journalistes, son constat est cinglant. Pour lui, beaucoup de lecteurs comme les rédacteurs s'endorment, bercés par leur paresse intellectuelle : « *Il y a quelques années, on trouvait un sens politique chez les citoyens. Aujourd'hui, peu vont au fond des choses.* » Un mécanisme présent aussi dans certaines rédactions : « *Pour quelques journalistes, les conf' de rédac se transforment en salle d'enregistrement et les sujets cruciaux qui demandent du temps sont délaissés.* » Damien n'est pas syndicaliste pour se faire des amis. Son seul objectif : sortir du confort de la bêtise pour le bien de tous. ●

*Titre inspiré par la chanson de Bobby McFerrin *Don't worry, be happy*

Lectures, musiques

Camarade curé

A.D

« PO ». Deux lettres pour signifier « prêtre-ouvrier ». Tout une époque, révolue certes, mais à 75 ans, Michel Gigand est toujours aussi fringant et combatif. Une longue habitude de dire ses quatre vérités au patronat dans toutes ses composantes, y compris les évêques, au long d'une vie d'engagement au service de la classe ouvrière et de la justice sociale, jalonnée de rencontres passionnantes et de fraternité. Né dans une famille modeste, aimante et solidaire, il perd à sept ans son père, qui exploitait une petite scierie. Malgré son goût et sa connaissance du bois, il choisit de ne pas reprendre l'affaire familiale mais de rentrer au séminaire, taraudé par la question de la souffrance et de l'injustice. Nous sommes en 1968, et avec ses condisciples, ils commencent par accrocher un drapeau rouge sur le toit de la vénérable institution. Le ton est donné, la théologie dépoussiérée inscrit enfin l'action syndicale et politique contre la pauvreté, comme mission du chrétien.
Michel raconte son parcours de prêtre salarié, permanent syndical et aujourd'hui militant retraité, à la CFDT puis à SUD (de quoi animer joyeusement les dîners avec ses copains de choc PO, majoritairement encartés à la CGT). Leurs cantiques s'appellent *L'Internationale, La Butte rouge, Le Temps des cerises, Le Chiffon rouge, Les Canuts.* « *Face au capitalisme qui exploite et opprime,* résume-t-il, *la seule solution est de garder le cap anticapitaliste ; face à un pouvoir politique qui se soumet essentiellement et souvent avec complaisance aux puissances d'argent, la seule solution est de s'y opposer ; et face à un pouvoir clérical dans l'Église catholique romaine qui veut imposer sa vérité, la seule solution c'est de ne pas s'y soumettre, et de rester fidèle à la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ.* »
Le message syndical de Michel résonnera familièrement aux oreilles des militants. Son message chrétien en revanche, en scotchera plus d'un. C'est peu dire que l'Église institution est rhabillée pour l'hiver, version Inuit. Dans le sillage de Don Helder Camara et de Jacques Gaillot, Michel, et ses copains, croyants ou pas, remettent l'Évangile à sa place : auprès des pauvres et des exclus, n'en déplaise à la droite qui l'a confisqué. Une lecture décapante et revigorante. ●

Les autres m'humanisent, Michel Gigand, éd. Golias, mars 2022, 18 €.

CABU

La Rafle du Vel D'Hiv

J.D

Cabu dénonçait les folies. Celles du pouvoir, de la bêtise, du racisme, des fous de Dieu, etc. Il ne manquait ni de sujets, ni d'inspiration. Dans ce livre sur la rafle ordonnée par les autorités françaises, vous ne retrouverez pas le grand Duduche ou le Beauf. Cabu, dans ses dessins parus une première fois en 1967, a choisi des traits réalistes, épurés, précis. Dans le détail, il cherche l'humanité et la détresse. Pas de parole non plus, mais dans chaque trait des hurlements, des pleurs, des flics qui gueulent, et des bruits de bottes. Le noir et blanc ajoutent un côté angoissant. Cabu avec ce reportage d'un événement qu'il n'a pas connu, démontre toute la puissance qu'un trait de crayon peut apporter. Télescopage de l'actualité, ce livre montre les conséquences de l'intolérance quelques jours après l'arrivée massive de l'extrême droite à l'Assemblée nationale. Triste dessin pour notre démocratie. ●

La Rafle du Vel d'Hiv, Cabu, Tallandier, 56 pages, 18 €.

MUSIQUE

Jean Guidoni, Avec des si

J.D

La mélancolie heureuse d'une promenade dans un Paris qui ne peut exister qu'à travers le regard d'une âme sensible et généreuse. Tout est parti d'une rencontre entre le chanteur et le journaliste Arnaud Bousquet. Ce dernier, bercé par les univers de Souchon, Barbara, Brassens, Lavilliers, Ferré, et tous les autres chanteurs à textes, connaît par cœur les paroles de Jean Guidoni. Un jour, ils se croisent et tout de suite ça fonctionne. Avec des si, un journaliste de radio peut proposer un texte à un artiste exigent ? Avec des si, cette chanson peut donner des frissons ? Avec des si, cette collaboration peut donner un album ? Un cadeau de la vie. Un de ces mystères que le hasard transforme en évidence. *Avec des si* est un de ces disques qu'il est possible d'écouter cent fois sans jamais ressentir la même émotion. Mais à chaque expérience, l'auditeur en ressort avec le sentiment d'avoir traversé une parenthèse de bienveillance et de douceur. ●

Jean Guidoni, Avec des si, Tacet, 28,90 €.

BILLET D'HUMEUR (mauvaise...)

Poulets contre rosbifs

JÉRÉMIE DEMAY
RUST

L'hospitalité à la française est enfin reconnue dans le monde entier. Il a fallu que les petits gars de Liverpool débarquent, pour que les flics français se sentent obligés de les rosser à la sauce lacrymo matraque. Il faut dire que nos braves poulets s'ennuient. Ça faisait belle lurette qu'ils n'avaient pas pu se défouler, comme du temps des gilets jaunes. Quelques refus d'obtempérer ici ou là à se mettre sous les rangers, mais avouez que des supporters de foot, c'est une autre allure tout de même ! Pour cette finale de league des champions, ils nous ont offert un récital magistral.

Nettoyage de bronches gratis
D'abord, devant les grilles du stade de France, où la doctrine du maintien de l'ordre, défendue et appuyée par Gérald Darmanin, a permis de bouter les Anglais hors de l'entrée. Les familles venues passer un bon moment ont bénéficié d'un nettoyage des bronches et de la possibilité de compter leurs abattis. Les plus chanceux ont eu droit à une visite pittoresque et immersive dans les services d'urgence à l'agonie de nos hôpitaux. Grâce à ce bal des débutants, la rencontre a débuté avec plus d'une demi-heure de retard. Une première dans l'histoire de cette compétition. Comme disent les CRS : « *Le chef nous a demandé de marquer le coup.* » Même pour du foot, il ne faut pas tout prendre au pied de la lettre…

Darmanin et Lallement filent à l'anglaise
Après avoir prouvé au monde entier que les violences policières en France ne sont pas une légende urbaine, le ministre de l'Intérieur s'est expliqué. D'après lui, les Anglais ont tiré les premiers avec au moins 20 000 faux billets en circulation. D'où sort-il ce chiffre ? Personne ne sait… Le préfet de police de Paris, Didier Lallement, le lendemain du match, est venu avec son ministre en conférence de presse. Un journaliste britannique tente de l'interroger. Les réponses sont systématiquement apportées par Gérald Darmanin. L'Anglais retente sa chance, à plusieurs reprises. Didier Lallement reste muet et le confrère britannique est appelé à se la fermer. Encore un utopiste pensant qu'au pays des Droits de l'homme, les responsables publics devaient rendre des comptes au peuple.
Les sénateurs, de leur côté, aimeraient comprendre ce qui s'est passé, et auditionnent les différents acteurs. Comme ce membre de la fédération française de foot qui déclare que les images de vidéosurveillance ont tout simplement été détruites… Pourquoi ? Personne ne les a demandées, et elles se sont effacées automatiquement. À quoi ça sert que les flics se décarcassent si personne n'en garde un souvenir à se repasser les soirs d'hiver ?
Cette soirée, à marquer d'une bière blanche, reste en travers de la gorge des Britanniques. Pourtant, nos flics ne faisaient que les entraîner pour les JO de 2024 en France : lancer de matraques, boxe, course à pied…
Bien sûr, ni excuse ni démission ni aucune conséquence de ce fiasco. Finalement le maintien de l'ordre c'est comme dans le foot, à la fin, c'est toujours Lallement qui gagne. ●

Cette soirée, à marquer d'une bière blanche, reste en travers de la gorge des Britanniques. Pourtant, nos flics ne faisaient que les entraîner pour les JO de 2024 en France : lancer de matraques, boxe, course à pied…

LETTRES *françaises*

Les Lettres françaises reviennent au papier

Le journal culturel dont Aragon fut le directeur de 1953 à 1972,
s'offre une nouvelle vie après plusieurs années de publications sur le net, en pdf.

« Nous serons peut-être au début une petite armée.
Mais avec vous, nous devons gagner ce pari, le pari de l'intelligence,
dans un temps où l'obscurantisme pèse sur nos esprits
comme une chape de plomb. Alors, allons y ! »

Jean Ristat
Directeur des *Lettres françaises*

BULLETIN D'ABONNEMENT AUX *LETTRES FRANÇAISES*
Version papier. Je désire m'abonner aux *Lettres françaises.*
Pour ce faire j'utilise une des propositions d'abonnement :
11 numéros de 16 pages – **20 euros**
11 numéros de 16 pages et 2 hors série – **35 euros**
Soutien – **50 euros** et plus

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Mail : ..... Téléphone : .....

Chèques à l'ordre de SEPC-Helvétius, en indiquant au dos *Les lettres françaises*
Bon de commande à retourner à l'adresse suivante : **SAS-Helvétius, 21 place Maurice-Thorez Local, 1, 94800 Villejuif**
abonnementsLLF@editionshelvetius.com

9e CONGRÈS filpac cgt

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT

BRÈVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS

ÉDITION SPÉCIALE ✷ ✷ AVRIL 2022

· TEXTES ET DESSINS DE RUST ·

Savoir d'où on vient pour mieux décider où on va...

Ces pages n'ont pas la prétention de retracer une histoire syndicale mondiale – il existe une belle littérature sur le sujet – mais de poser des jalons, de rappeler les grands moments des combats qui ont précédé les nôtres, d'en célébrer quelques belles figures, sans oublier la cohorte des militants anonymes, courageux et généreux. Ils nous ont laissé en héritage tout à la fois une fierté, un exemple, une responsabilité.
Ce modeste hommage se veut donc une incitation à inscrire nos pas dans les leurs et à continuer à agir pour rendre le monde plus juste et fraternel.
Il s'inscrit ainsi dans la longue et irrépressible tradition du dessin, de la caricature, de l'écriture de presse, qui instruisent, partagent, enchantent, bouleversent... bref tout ce qui constitue l'information, bien précieux entre tous, lui aussi plus que jamais à défendre et à porter haut.

1868 : LE GOUVERNEMENT TOLÈRE LA CRÉATION DE CHAMBRES SYNDICALES.

1871 : LA COMMUNE DE PARIS.

1884 : GRÈVE DES MINEURS D'ANZIN. 10 000 GRÉVISTES PENDANT 56 JOURS. LE MODÈLE POUR ZOLA ET SON GERMINAL !...

1884 : VOTE DE LA LOI LÉGALISANT LES SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET PATRONAUX.

1886 : CRÉATION DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS (FNS).
DIFFUSION DES IDÉES DE KARL MARX EN FRANCE.

1886 : 1er MAI TRAGIQUE À CHICAGO.

1887 : CRÉATION DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1891 : PREMIÈRE CÉLÉBRATION FRANÇAISE ET INTERNATIONALE DU 1er MAI. LA TROUPE TIRE SUR DES GRÉVISTES À FOURMIES, 9 MORTS, 36 BLESSÉS DONT 4 FEMMES ET 1 ENFANT.

1892 : CRÉATION DE LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL ET DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

1895 : CONGRÈS CONSTITUTIF DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL (CGT) À LIMOGES. C'EST L'UNION DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS ET DE LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL.

1898 : LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

1899 : 1er SYNDICAT FÉMININ À LYON (OUVRIÈRES DE LA SOIE).

1900 : LA CGT CRÉE LE JOURNAL "LA VOIX DU PEUPLE".

1902 : CONGRÈS DE MONTPELLIER LA FÉDÉRATION DES BOURSES S'INTÈGRE À LA CGT QUI PARACHÈVE SON UNITÉ.

1906 : LA CHARTE D'AMIENS AU CONGRÈS DE LA CGT. C'EST LA LUTTE DES CLASSES ! TOUJOURS UNE RÉFÉRENCE DE NOS JOURS.

1907 : LE SYNDICALISME EST TOUJOURS INTERDIT DANS LA FONCTION PUBLIQUE MAIS LE SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS (CRÉÉ EN 1905) REJOINT LA CGT.

1908 : APRÈS LA MANIFESTATION SANGLANTE DE VILLENEUVE (30 JUILLET) CLÉMENCEAU FAIT EMPRISSONNER DES DIRIGEANTS DE LA CGT.

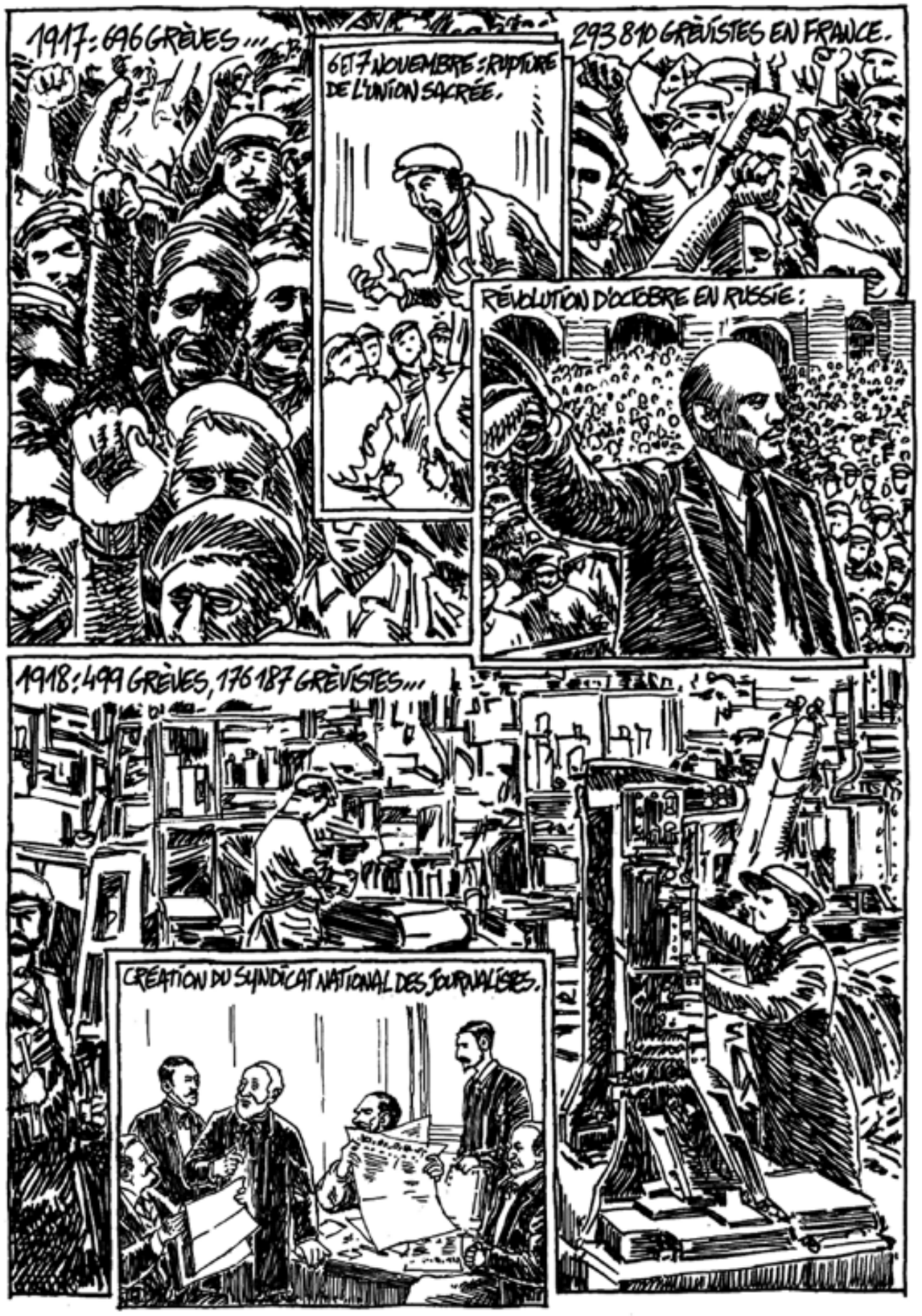
1909 : NAISSANCE DE LA REVUE LA VIE OUVRIÈRE (SYNDICALISTE, RÉVOLUTIONNAIRE, ANTIPARLEMENTAIRE)

1910 : UNE LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES EST VOTÉE. L'ÂGE EST FIXÉ À 65 ANS QUAND L'ESPÉRANCE DE VIE EST DE MOINS DE 49 ANS !!

1912 : LA CGT EST L'UNIQUE CONFÉDÉRATION SYNDICALE EN FRANCE. 700 000 ADHÉRENTS POUR 7 MILLIONS DE SALARIÉS.

1913 : CRÉATION DU SECRÉTARIAT SYNDICAL INTERNATIONAL AVEC LA PARTICIPATION DE LA CGT.

LA CGT PUBLIE UN MANIFESTE ANTIMILITARISTE.


1917 : 696 GRÈVES...
6 ET 7 NOVEMBRE : RUPTURE DE L'UNION SACRÉE.
293 810 GRÉVISTES EN FRANCE.
RÉVOLUTION D'OCTOBRE EN RUSSIE :
1918 : 499 GRÈVES, 176 187 GRÉVISTES...
CRÉATION DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES.

1919 : 2206 GRÈVES, 1 160 000 GRÉVISTES EN FRANCE...
25 MARS : LOI SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES.
23 AVRIL : LOI POUR LA JOURNÉE DE 8H.
QUI NE SERA APPLIQUÉE QUE DEUX ANS PLUS TARD.
1925 : CONGRÈS DE TOURS : TANDIS QU'UNE MINORITÉ DE CONGRESSISTES RESTE FIDÈLE À LA SFIO, LA MAJORITÉ FAIT ALLÉGEANCE AU POUVOIR INSTALLÉ À MOSCOU ET FONDE UN NOUVEAU MOUVEMENT, LA SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (SFIC), ANCÊTRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.
L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
RES DE TOUS PAYS UNISS
1920 : LES FEMMES PEUVENT ADHÉRER À UN SYNDICAT SANS AUTORISATION DE LEUR MARI.

1921 : SCISSION ENTRE LES RÉFORMISTES ET LES RÉVOLUTIONNAIRES EXCLUS DE LA CGT QUI CRÉENT LA CGTU (CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL UNITAIRE) PROCHE DU PARTI COMMUNISTE...
NAISSANCE DU JOURNAL LE PEUPLE. JOURNAL OFFICIEL DE LA CGT.
1926 : NOUVELLE SCISSION. CRÉATION DE LA CGT-SR (CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE).
1930 : VOTE DÉFINITIF DE LA LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES.
1934 : 12 FÉVRIER, GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LE FASCISME À L'APPEL DE LA CGT ET LA CGTU EN RIPOSTE AUX ÉMEUTES DU 6 FÉVRIER.
1930 : 7 SEPTEMBRE, 1re FÊTE DE L'HUMANITÉ À L'INITIATIVE DE MARCEL CACHIN.

1936...
CONGRÈS DE TOULOUSE : RÉUNIFICATION DE LA CGT ET DE LA CGTU.
3 MAI : VICTOIRE DU PROGRAMME FRONT POPULAIRE.
26 MAI : UNE VAGUE DE GRÈVES SUBMERGE LA FRANCE...
EN GRÈVE !!
7-8 JUIN : SIGNATURE DES ACCORDS DE MATIGNON ENTRE LA CGT ET LE PATRONAT...
11 ET 12 JUIN : LOIS SOCIALES SUR L'EXTENSION DES
- CONVENTIONS COLLECTIVES.
- INSTITUTION DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL.
- RELÈVEMENT DES SALAIRES.
- SEMAINE DE 40H.
- 15 JOURS DE CONGÉS PAYÉS.

1939 : 3 SEPTEMBRE, DÉBUT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE. 18 SEPTEMBRE, LE BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA CGT VOTE L'EXCLUSION DES MILITANTS FAVORABLES AU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE, CE QUI CONCERNE LES COMMUNISTES DE LA CGT. 600 SYNDICATS SONT DISSOUS. LES MILITANTS EXCLUS SONT ARRÊTÉS, MOBILISÉS OU ENTRENT DANS LA CLANDESTINITÉ.

1940 : 9 NOVEMBRE, DISSOLUTION DES SYNDICATS.

15 NOVEMBRE : 9 RESPONSABLES CGT ET 3 CFTC PUBLIENT LE MANIFESTE DES 12. ACTE PUBLIC D'OPPOSITION À VICHY ET CONDAMNE L'ANTISÉMITISME.

1941 : INTERDICTION DES GRÈVES ET DU LOCK-OUT. PARUTION DES PREMIERS JOURNAUX CLANDESTINS. CRÉATION DE COMITÉS POPULAIRES QUI ORGANISENT LES PREMIÈRES LUTTES REVENDICATIVES.

INTERVENTION ALLEMANDE : 327 ARRESTATIONS. 88 OTAGES SONT FUSILLÉS MAJORITAIREMENT DE LA CGT, DONT LES 27 DE CHÂTEAUBRIANT.

26 MAI AU 9 JUIN : GRÈVE DES MINEURS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS.

1943 : 17 AVRIL, RECONSTITUTION DE LA CGT AVEC LES ACCORDS DU PERREUX.

1943 : 27 MAI, LA CGT RÉUNIFIÉE PARTICIPE À LA CONSTITUTION DU CONSEIL NATIONALE DE LA RÉSISTANCE (CNR).

1944 : 15 MARS, PUBLICATION DU PROGRAMME DU CNR. DÉFINISSANT LES NATIONALISATIONS, LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LES COMITÉS D'ENTREPRISE.

21 AVRIL : DROIT DE VOTE POUR LES FEMMES.

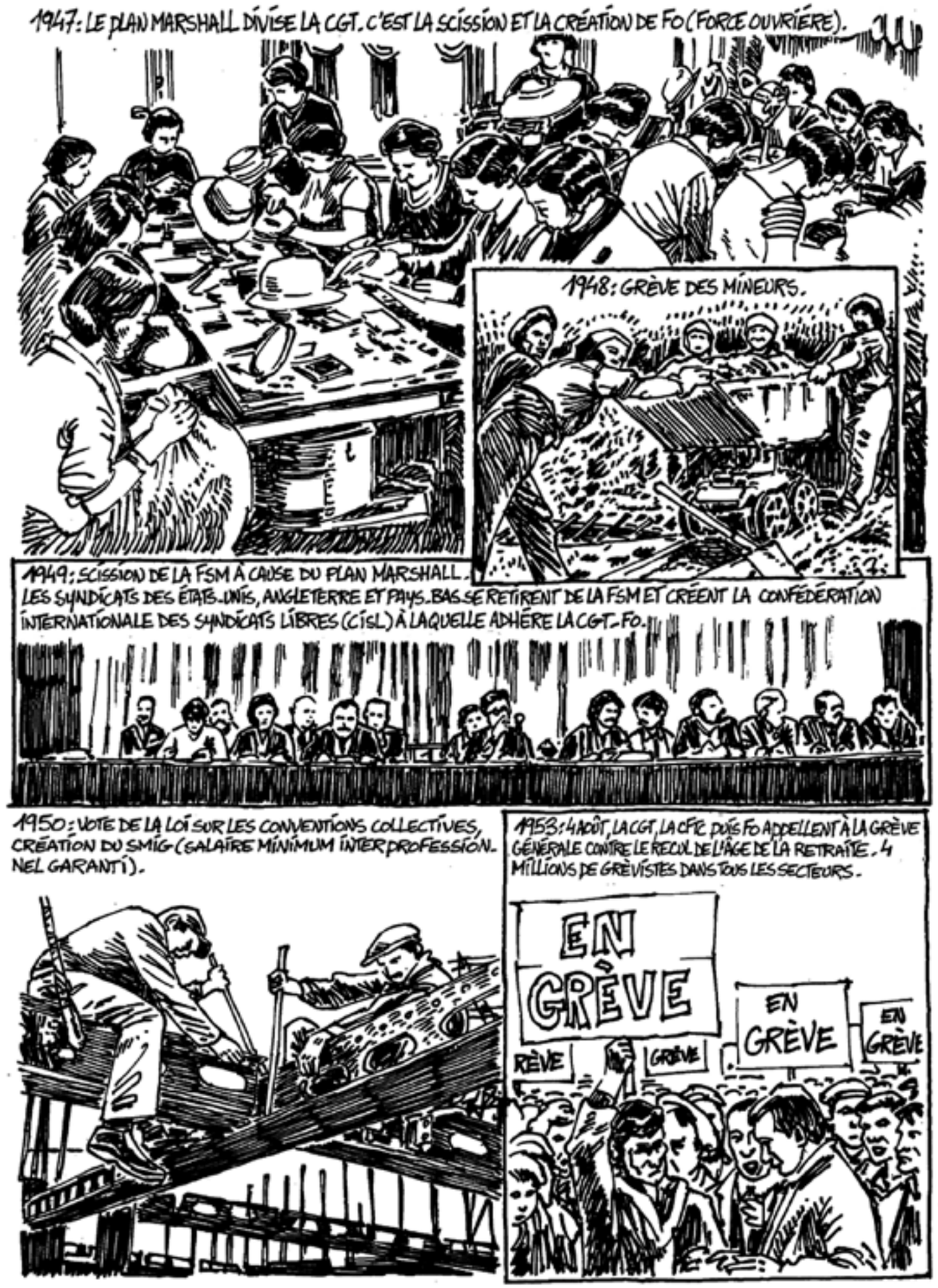
10 AOÛT : GRÈVE DES CHEMINOTS DE LA RÉGION PARISIENNE ET EXTENSION À TOUS LES SERVICES PUBLICS.

13 AOÛT : GRÈVE DES GENDARMES.
15 AOÛT : GRÈVE DES POLICIERS.
18 AOÛT : GRÈVE GÉNÉRALE LANCÉE PAR LA CGT POUR LA LIBÉRATION.

25 AOÛT : LIBÉRATION DE PARIS. ARRIVÉE DU GÉNÉRAL DE GAULLE.

26 AOÛT : FIN DE LA CLANDESTINITÉ POUR LA CGT. INSTALLATION DANS SES LOCAUX AU 213 RUE LAFAYETTE. LA VIE OUVRIÈRE REPARAÎT.

1945 : DÉBUT DES NATIONALISATIONS. CRÉATION DES COMITÉS D'ENTREPRISE. MISE EN PLACE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.
CRÉATION DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE (FSM) À LAQUELLE ADHÈRE LA CGT.
1946 : 26e CONGRÈS DE LA CGT À PARIS. 5,5 MILLIONS D'ADHÉRENTS.
19 NOVEMBRE : DÉBUT DE LA GUERRE D'INDOCHINE DURANT LAQUELLE LA CGT MANIFESTERA POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE VIETNAMIEN.
1947 : GRANDES MANIFESTATIONS À L'APPEL DE LA CGT : BANQUES, GRANDS MAGASINS, EDF, CITROËN, SNCF, PEUGEOT, BERLIER, MICHELIN.
CRÉATION DE LA CHARTE FONDATRICE DU SYNDICALISME ÉTUDIANT EN FRANCE ÉTABLIE PAR L'UNEF.


1947 : LE PLAN MARSHALL DIVISE LA CGT. C'EST LA SCISSION ET LA CRÉATION DE FO (FORCE OUVRIÈRE).
1948 : GRÈVE DES MINEURS.
1949 : SCISSION DE LA FSM À CAUSE DU PLAN MARSHALL. LES SYNDICATS DES ÉTATS-UNIS, ANGLETERRE ET PAYS-BAS SE RETIRENT DE LA FSM ET CRÉENT LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES (CISL) À LAQUELLE ADHÈRE LA CGT-FO.
1950 : VOTE DE LA LOI SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES, CRÉATION DU SMIG (SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI).
1953 : 4 AOÛT, LA CGT, LA CFTC PUIS FO APPELLENT À LA GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LE RECUL DE L'ÂGE DE LA RETRAITE. 4 MILLIONS DE GRÉVISTES DANS TOUS LES SECTEURS.
EN GRÈVE
EN GRÈVE
EN GRÈVE
RÈVE
GRÈVE

1954 : 1er NOVEMBRE, DÉBUT DE LA GUERRE D'ALGÉRIE. LA CGT SOUTIENT LES REVENDICATIONS ET ASPIRATIONS NATIONALES DES ALGÉRIENS PENDANT TOUT LE CONFLIT.

1956 : 3e SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS.

1958 : CRÉATION DES ASSEDIC ET DE L'UNEDIC.

1962 : 8 FÉVRIER, AU MÉTRO CHARONNE, LA RÉPRESSION D'UNE MANIFESTATION CONTRE L'OAS FAIT 9 MORTS, POUR LA PLUPART MEMBRE DE LA CGT.

METRO

1964 : CRÉATION DE LA CFDT SUITE À LA DÉCONFESSIONNALISATION DE LA CFTC. UNE MINORITÉ MAINTIENT UN SYNDICAT CHRÉTIEN.

1966 : ARRÊTÉ DÉFINISSANT 5 CONFÉDÉRATIONS COMME REPRÉSENTATIVES :
- CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC.
- ACCORD D'UNITÉ REVENDICATIVE ENTRE LA CGT ET LA CFDT.

CGT

NON AUX PLEINS POUVOIRS

1968 : ENTRE MAI ET JUIN, 7 MILLIONS DE TRAVAILLEURS SONT EN GRÈVE AVEC OCCUPATION D'USINE. ACCORDS DE GRENELLE : AUGMENTATION DU SMIG DE 35% ET DE 10% EN MOYENNE POUR LES AUTRES SALAIRES. CRÉATION DES SECTIONS SYNDICALES D'ENTREPRISE.

1969 : 4e SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS.

CGT

1970 : DÉBUT DE L'AFFAIRE LIP QUI DURERA JUSQU'EN 1976. C'EST LA PREMIÈRE EXPÉRIENCE D'AUTOGESTION OUVRIÈRE.

lip

1970 : ACCORD CGT-CFDT SUR DES REVENDICATIONS PRIORITAIRES : REVALORISATION DU SMIC, RETRAITE À 60 ANS, EMPLOI, FORMATION SYNDICALE.

1972-1975 : COMITÉS DE SOLDATS OBJECTEURS DE CONSCIENCE.

FIN DES ANNÉES 70 : GRÈVES DANS LA SIDÉRURGIE.

1972 : LA CGT SOUTIENT LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE.

1982 : LA CGT APPELLE À VOTER
GOUVERNEMENT DE GAUCHE,
RETRAITE À 60 ANS. UNE 5e
5 GROUPES INDUSTRIELS
CHST (COMITÉS D'
MITTERRAND AU SECOND TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE. AVEC LE
DES ORDONNANCES RÉDUISENT LE TEMPS DE TRAVAIL À 39H. L'ÂGE DE LA
SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS. LA NATIONALISATION DE 36 BANQUES ET DE
LOI SUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE. LA CRÉATION DES
HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL).
LA VICTOIRE
LES LOIS AURROUX DONNENT DE NOUVEAUX MOYENS AUX SYNDICATS
DANS L'ENTREPRISE.
HENRI KRASUCKI : SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT DE 1982 À 1992. AJUSTEUR,
RÉSISTANT, DÉPORTÉ... HOMME DE CULTURE ET PASSIONNÉ D'OPÉRA.
cgt
1988 : GRÈVE DES INFIRMIÈRES À L'APPEL
D'UNE COORDINATION NATIONALE.
LA CGT SEULE, SOUTIENT LE MOUVEMENT.
1989 : GRÈVES CHEZ PEUGEOT À SOCHAUX
ET SAUSHEIM.
PSA
8,8 MILLIARDS
de BENEFICES
EN 1988
PSA
8,8 MILLIARDS
de BENEFICES
EN 1988

1992 : NICOLE NOTAT, PREMIÈRE FEMME À LA TÊTE D'UN SYNDICAT DE SALARIÉS EN FRANCE.
1993 : CRÉATION DE LA FSU (FÉDÉRATION UNITAIRE SYNDICALE) NÉE DE L'IMPLOSION DE LA FEN (FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE).
1994 : CRÉATION DE L'UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES (UNSA) PAR LA FEN ET D'AUTRES SYNDICATS NON CONFÉDÉRÉS.
1995 : À L'INITIATIVE DES CHEMINOTS, GRÈVE CONTRE LE PLAN JUPPÉ. CRÉATION DE SUD-RAIL. LE PLAN JUPPÉ DE RÉFORME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EST SOUTENU PAR LA CFDT. FO EST ÉVINCÉE DE LA PRÉSIDENCE DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE. ELLE EST REMPLACÉE PAR LA CFDT QUI LA COGÈRE AVEC LE MEDEF, LA CFTC, LA CGC ET LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE. LORS DE SON 45e CONGRÈS LA CGT RÉNOVE SES STATUTS ET QUITTE LA FSM (FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE).
la cgt
1997-98 : VAGUE D'OCCUPATION DES ASSEDIC
PAR LES CHÔMEURS.
SNCF CGT
CGT

2000 : LA DURÉE LÉGALE DU TRAVAIL DEVIENT 35 HEURES.

2005 : LE 9 FÉVRIER, LE COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL (CCN), LE "PARLEMENT" DU SYNDICAT, RECOMMANDE LE REJET DE LA CONSTITUTION EUROPÉENNE CONTRE L'AVIS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL BERNARD THIBAULT.
- LE 29 MAI : LE RÉFÉRENDUM FRANÇAIS ABOUTIT À UN VOTE "NON" À 55%.

2010 : LA CGT EST PRÉSENTE AUX MANIFESTATIONS ET GRÈVES CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES D'ÉRIC WORTH.

2016 : NUIT DEBOUT. MOUVEMENT DE MANIFESTATIONS PACIFIQUES QUOTIDIENNE CONTRE LA LOI TRAVAIL. DÉBATS PUBLICS, MANIFESTATIONS, BLOCAGES.

"ILS NE SONT GRANDS QUE PARCE QUE NOUS SOMMES Ⓐ GENOUX"

ATELIER POPULAIRE NUIT DEBOUT

2018 : GILETS JAUNES. MOUVEMENT POPULAIRE SPONTANÉ SANS STRUCTURE HIÉRARCHIQUE. ORIGINE ET DIFFUSION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX. À L'ORIGINE CONTRE L'AUGMENTATION DU PRIX DES CARBURANTS. BLOCAGES DE RONDS-POINTS ET MANIFESTATIONS. EN RÉPONSE, EMMANUEL MACRON LANCE UN GRAND DÉBAT NATIONAL.

JUSTICE SOCIALE

2018 : 4 AOÛT. MOUVEMENT ÉTUDIANT INSPIRÉ PAR GRETA THUNBERG POUR SORTIR DES ÉNERGIES FOSSILES, CONTRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.

ERRE

QUAND C'EST FONDU... C'EST FOUTU !!!

IL N'Y A PAS DE PLAN "B"

PLANÈTE EN DANGER !

2019 : DE LA LOI TRAVAIL À LA FUTURE RÉFORME DES RETRAITES, LES ACQUIS SOCIAUX SONT GRAVEMENT MENACÉS.

2019-2022 : LA COVID-19, PARTIE DE CHINE, A DÉJÀ FAIT PLUS DE 5,7 MILLIONS DE MORTS DANS LE MONDE.

CGT

DIFFICILE, DANS CES CONDITIONS, DE MOBILISER DES TRAVAILLEURS CONFRONTÉS À LA MENACE CLIMATIQUE, AUX MUTATIONS DU TRAVAIL - NUMÉRIQUE, TÉLÉTRAVAIL - À LA BANALISATION DE L'EXTRÊME DROITE, À LA RÉPRESSION DES SYNDICALISTES, JOURNALISTES, LANCEURS D'ALERTE. LA QUESTION EST MOINS : « QUEL AVENIR POUR LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS ? » QUE « Y A-T-IL UN AVENIR POUR LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS ? »

À NOUS DE DÉCIDER DE POURSUIVRE LE COMBAT...

BRÈVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL
ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS
/ TEXTES ET DESSINS DE RUST / CORRECTIONS : ANNE DUVIVIER / GRAPHISME : FRÉDÉRIC JOFFRE / ÉDITION SPÉCIALE
UNE PUBLICATION FILPAC CGT / MARS 2022 / IMPRESSION RIVET

QUESTIONNAIRE

QUE PENSEZ-VOUS DE L'impac ?

L'*Impac*, dans sa formule actuelle, a été lancé à l'issue du 8e Congrès de la Filpac CGT, il y a déjà maintenant presque 7 ans. Ces dernières années ont été marquées par de nombreux bouleversements politiques, économiques, syndicaux et sociétaux dont l'*Impac* a rendu compte. C'est le moment pour la nouvelle équipe fédérale et rédactionnelle de faire le point sur le principal support de communication de la fédération. Pour lui donner une nouvelle impulsion en analysant son contenu, sa composition et pour réfléchir à l'articulation de sa nouvelle formule. L'avis des lecteurs de l'*Impac* nous a donc paru indispensable à ce travail. Par ce questionnaire, vous contribuerez à faire de l'*Impac* un outil efficace de communication de la fédération, au service de vos convictions, de vos luttes et de la défense de vos conquis sociaux. Merci par avance d'y consacrer quelques minutes. LA RÉDACTION

1). Dans sa formule actuelle, le magazine vous paraît *(cochez la case de votre choix)* :
- ○ **très complet, varié et exhaustif**
- ○ **assez complet mais avec des manques**
- ○ **incomplet et partial**
- ○ **sans intérêt**

2). Diriez-vous qu'il rend compte de vos préoccupations professionnelles et syndicales de manière :
- ○ **complète et objective**
- ○ **suffisante mais avec des oublis**
- ○ **insuffisante et parcellaire**
- ○ **non**

3). Le magazine est-il représentatif des métiers de la fédération (livre, papier, presse, communication) ?
- ○ **oui, vraiment**
- ○ **oui mais avec des oublis concernant certains métiers**
- ○ **insuffisemment, il évoque trop souvent les mêmes métiers**
- ○ **non**

4). En règle générale, diriez-vous que le magazine parle :
- ○ **trop de l'international**
- ○ **pas assez de l'international**
- ○ **trop de l'actualité politique française**
- ○ **pas assez de l'actualité politique française**
- ○ **assez souvent des luttes syndicales en cours**
- ○ **pas assez souvent des luttes syndicales en cours**

(vous pouvez faire plusieurs choix)

5). Pensez-vous que ce magazine vous informe bien de l'activité générale de la **Filpac CGT ?**
- ○ **oui**
- ○ **oui, mais de manière insuffisante**
- ○ **pas assez**
- ○ **non, absolument pas**

6). Vous arrive-t-il de le faire lire à d'autres personnes (même non syndiquées) ?
- ○ **oui, souvent**
- ○ **oui, parfois**
- ○ **rarement**
- ○ **non, jamais**

7). Vous servez vous (ou pourriez-vous servir) de ce magazine pour faire connaître la Filpac CGT et la CGT ?
- ○ **oui, bien sûr**
- ○ **non, pas vraiment**
- ○ **non, absolument pas**

8). Vous recevez ce magazine par :
- ○ **courrier individuel postal**
- ○ **votre syndicat**
- ○ **autre** *(précisez)* : .....

9). Trouvez-vous sa diffusion (4 fois par an) :
- ○ **tout à fait suffisante**
- ○ **plutôt insuffisante**
- ○ **beaucoup trop rare**

10. Au sujet de la rédaction des textes du magazine, vous diriez qu'elle est :
- ○ **complète et clairement rédigée**
- ○ **dans la norme des autres magazines syndicaux**
- ○ **de qualité inégale suivant les sujets**
- ○ **trop dense sur certains sujets et pas assez sur d'autres**

(précisez) : .....

.....

11. Au sujet de la maquette et de la direction artistique du magazine, vous diriez qu'elle est :
- ○ **originale, contemporaine et dynamique**
- ○ **dans la norme des autres magazines syndicaux**
- ○ **classique, sans originalité**
- ○ **datée et ringarde**

12. Quelle critique principale feriez-vous à ce magazine?
- ○ **sa diffusion trop aléatoire**
- ○ **le manque d'informations syndicales**
- ○ **trop d'informations sans rapport avec l'activité syndicale et fédérale**
- ○ **des articles indigestes et trop longs**
- ○ **une maquette difficilement lisible**

(vous pouvez faire plusieurs choix)

13. Selon vous, quels seraient les points d'amélioration du magazine?
- ○ **un meilleur suivi et compte-rendu des luttes syndicales en cours**
- ○ **des rubriques plus ouvertes sur le quotidien et la culture**
- ○ **des rubriques plus centrées sur le monde syndical**
- ○ **des articles plus courts**
- ○ **une maquette rénovée et plus lisible**

(vous pouvez faire plusieurs choix)

- ○ **de nouvelles rubriques**

(précisez lesquelles) : .....

.....

Détachez et retourner ce questionnaire à **Questionnaire *Impac*, Secrétariat Filpac CGT** case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex

PAPREC
ENERGIES

POUR UNE PLANÈTE PLUS VERTE ET UNE SOCIÉTÉ PLUS FRATERNELLE

Le recyclage et la valorisation sont des solutions pertinentes pour répondre aux enjeux environnementaux du XXIe siècle. Et la France est l'un des pays les plus performants au monde dans ce domaine. Cette filière requiert des investissements considérables dans des outils industriels de haute technologie.

Avec 12 500 collaborateurs et collaboratrices répartis sur 280 sites dans huit pays, le groupe Paprec est au cœur de l'économie circulaire depuis 25 ans. Leader du recyclage en France et champion de la valorisation énergétique, il contribue à cette avancée nationale. Paprec maîtrise l'ensemble des métiers du secteur, de la collecte à la valorisation des déchets.

Sa division Paprec Energies est spécialisée dans la conception et la gestion d'unités de valorisation énergétiques. Elle transforme ainsi en énergie 4 millions de tonnes de déchets dans 8 pays.